

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie

P. 24

ATTAQUE TERRORISTE AU NIGER

L'Algérie condamne vigoureusement et exprime son entière solidarité

P. 24

ALGÉRIE-ESPAGNE

"Volonté de développer la coopération avec l'Algérie" (ministre espagnol)

P. 24

REOUVERTURE DES PLAGES ET DES ESPACES DE LOISIRS

Intensification des préparatifs, appels à la vigilance

En prévision de la réouverture des plages et des espaces de distraction et de loisirs, à partir de samedi prochain, les préparatifs vont bon train pour assurer la reprise du service dans de bonnes conditions, pour permettre aux citoyens de se détendre, de se distraire et de se soustraire au poids des semaines de confinement. Dans le même temps, les appels à la vigilance sont de mise pour un respect rigoureux des règles de protection et de distanciation afin d'éviter que des moments de farniente ne se transforment en source de propagation de la pandémie.

P.p 4-8-10

DKnews



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le Cnop condamne des "manœuvres" visant à contrecarrer les réformes

P. 6

COMMERCE

Levée de la suspension des exportations de produits locaux, hormis ceux subventionnés

P. 6

FINANCE ISLAMIQUE

BNA : lancement du produit dans deux autres agences à Alger

P. 6

SANTÉ

ALLAITER APRES UNE CÉSARIENNE

Ce qu'il faut savoir

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUES NATIONALES
La FAF autorise les présidents à poursuivre leur mission jusqu'à l'organisation de l'AGE

P. 21



ARTISTE - DÉCÈS
Le comédien "Ammi Bachir" n'est plus

P. 16

SÉISME À MILA

Des logements et des aides financières pour les sinistrés

P. 24

ILLIZI - CRIMINALITÉ

Démantèlement d'une bande spécialisée dans le vol de maisons et récupération des objets volés

Une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol d'habitations a été démantelée par les services de police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Illizi, qui ont également récupéré les objets volés, a-t-on appris mardi auprès de ce corps sécuritaire.

Agissant suite à des plaintes de citoyens dans la commune d'Illizi, victimes de vols de leurs maisons, les services de police ont enclenché des investigations qui ont abouti à l'arrestation de deux individus (19 et 23 ans) et à la récupération des objets volés, a indiqué le chargé de communication de la sûreté de wilaya d'Illizi, Mokhtar Guenoune.

Ils ont ainsi récupéré des articles électroménagers, des Smartphones et des bijoux en or, en plus de la saisie d'une somme d'argent (près de 14.000 DA) et d'armes blanches, a-t-il précisé.

Présentés devant le Procureur de la République du tribunal d'Illizi pour association de malfaiteurs, les mis en cause ont été écroués à l'établissement de rééducation d'Illizi, selon la même source.



ALGER - CRIMINALITÉ

Saisie de poudre entrant dans la fabrication d'Ecstasy et de 150 comprimés psychotropes à Bir Mourad Rais



Les éléments de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais (Alger) ont saisi une quantité de poudre rose entrant dans la fabrication de l'Ecstasy et 150 comprimés psychotropes, a indiqué lundi un communiqué de la Sûreté d'Alger. Lors de patrouilles de routine, les éléments de la brigade mobile de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de Bir Mourad Rais ont remarqué un véhicule suspect à l'arrêt, avec à son bord deux individus et un troisième à côté, et dont le contrôle a donné lieu à la saisie d'un sac plastique contenant une poudre rose entrant dans la fabrication de l'Ecstasy, 150 comprimés psychotropes, des ordonnances émanant d'un médecin généraliste et d'un neurologue, trois (03) téléphones portables et un montant de 67780 DA, a précisé le communiqué.

Après finalisation de la procédure légale, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné la mise en détention provisoire de deux individus et la mise en liberté d'une jeune fille.

Dans une deuxième affaire distincte, la brigade mobile de la Police judiciaire "Debih Cherif" (Alger centre), agissant sur information faisant état d'un individu s'adonnant au trafic de drogues au niveau de la rue Patrice Lumumba (Alger centre), ont procédé, après d'intenses investigations à l'arrestation du suspect et à la saisie d'une quantité de cannabis, de 30 comprimés psychotropes, de quatre armes blanches prohibées et d'un montant de 10.000 DA.

Confondu aux preuves, le suspect a reconnu les faits qui lui sont reprochés, déclarant que les quantités de drogue saisies appartenaient à un autre narcotraffiquant et trois de ses acolytes.

La perquisition des domiciles des mis en cause a permis la saisie de montants de 157.000 DA et de 188.500 DA et d'une quantité de drogue.

Après le parachèvement de la procédure légale, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

SÉISME À MILA

Des logements et des aides financières pour les sinistrés des deux tremblements de terre



Un quota de 100 unités de logement public locatif (LPL) et des aides financières ont été dégagés pour la prise en charge des familles touchées par les deux tremblements de terre, qui ont frappé vendredi dernier la wilaya de Mila, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

"La décision d'affecter ce quota de logements et ces aides financières fait suite aux visites effectuées, vendredi et samedi derniers, par cinq membres du Gouvernement dans la wilaya pour l'évaluation des dégâts causés par ces deux tremblements de terre", ont précisé les mêmes services dans un communiqué.

"L'octroi des aides se fera sur la base des résultats des expertises techniques en cours par les services de l'organisme de contrôle technique de la construction (CTC) et la valeur sera déterminée selon la classification de chaque bâtisse", ajoute le communiqué.

La même source souligne, à la fin, la disposition des pouvoirs publics à dégager les aides financières et les programmes supplémentaires nécessaires à la prise en charge des sinistrés des deux tremblements de terre dans la wilaya de Mila.

Mila: nouvelle secousse tellurique de 3,5 degrés à Grarem-Gouga

Une nouvelle secousse tellurique de 3,5 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée lundi à 14h50 à Grarem-Gouga dans la wilaya de Mila, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag), dans un communiqué.

L'épicentre de cette secousse tellurique a été localisé à 4 km dans le nord-ouest de Grarem-Gouga, a précisé la même source. Plusieurs répliques, dont la dernière de 3,2 degrés survenue ce lundi à 11h31 à Grarem-Gouga, ont été enregistrées dans la wilaya de Mila, ébranlée vendredi dernier par deux séismes respectivement de 4,9 et 4,5 degrés, ayant occasionné des dégâts matériels sans faire de victimes.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS

Le moudjahid Hamana Boulaaras n'est plus

Le moudjahid Hamana Boulaaras est décédé à l'âge de 80 ans, a-t-on appris lundi du ministère des Moudjahidine et des Ayant-droits.

Né le 14 mars 1940 à Zarouria (Souk Ahras), le défunt était un moudjahid de la première heure.

Il avait rejoint les rangs l'Armée de libération nationale (ALN) au sein du 7e régiment du 3e bataillon de la base Est, où il a participé avec ses frères d'arme à plusieurs opérations et batailles, notamment la grande bataille de Souk Ahras.

En 1958 il a occupé le poste d'instructeur à l'Ecole des cadres à El Keuf (Tunisie), puis chargé de recrutement au Centre de Firmat Moussa en 1960, avant d'être Secrétaire général du Commandement des frontières Est jusqu'à 1962.

Après l'indépendance, il avait occupé plusieurs responsabilités dont membre du Secrétariat national du Front de libération nationale (FLN), Président d'APC Zarouria (Souk Ahras), membre de l'APW de Souk Ahras, membre au Conseil national de l'Organisation nationale des moudjahidine et président de l'association des survivants de la grande bataille de Souk Ahras.

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayant-droits, Tayeb Zitouni a présenté ses condoléances à l'ensemble de la famille et proches du défunt en leurs témoignant toute compassion et solidarité.

JUSTICE

Installation du nouveau président de la Cour d'Alger



Le nouveau président de la Cour d'Alger, Mokhtar Bouchrit a été installé, mardi à Alger, dans ses nouvelles fonctions, et ce dans le cadre du vaste mouvement dans le corps des magistrats décidé jeudi dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, du Premier président de la Cour suprême, Abderrachid Tabi, du Wali d'Alger, Youcef Cherfa et de représentants des autorités civiles et militaires de la wilaya d'Alger.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, M. Zeghmati a affirmé que l'installation de M. Bouchrit au poste de président de la Cour d'Alger s'inscrivait dans le cadre du vaste mouvement opéré par le Président Tebboune dans le corps des présidents des différentes juridictions pour la consolidation de l'institution judiciaire et l'optimisation de ses capacités à faire face aux défis actuels auxquels le pays est confronté de manière à répondre aux revendications et aspirations légitimes du peuple.

"Investi de la confiance du président de la République, M. Bouchrit, qui a rejoint le corps de la justice en 1990, a été promu durant son parcours professionnel à différents grades, avant d'atteindre le grade de conseiller à la cour suprême.

Il a été également président de tribunal dans plusieurs régions du pays, ainsi que président de la Cour de Béjaïa en 2014, de la Cour de Guelma en 2016 et de la Cour d'Oum el Bouaghi en 2019.

TIZI-OUZOU

2 morts et un blessé grave dans un accident de la route à Draa El Mizan



Deux personnes sont décédées et une troisième a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu mardi matin à Draa El Mizan, à 42 km au Sud-ouest de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris du Groupement territoriale de la Gendarmerie nationale.

L'accident s'est produit dans un virage au lieu-dit Hdjer Boulahia, suite à une collision entre un camion et un véhicule léger.

Une femme âgée de 62 ans et un homme âgé de 32 ans sont morts sur le coup tandis que le conducteur a été grièvement blessé, a-t-on ajouté.

Les corps des victimes décédées ont été déposées à la morgue de l'hôpital de Draa El Mizan, alors que le blessé a été évacué en urgence par la protection civile au CHU Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou, où il est placé en soins intensifs, a-t-on précisé de même source.

La cause de cet accident serait l'excès de vitesse, a-t-on appris de la gendarmerie nationale qui a réitéré son appel à la prudence notamment sur les routes de montagne et à éviter les excès de vitesse.

ALGÉRIE-ESPAGNE

La coopération sécuritaire et la lutte contre le crime organisé au centre d'un entretien entre M. Beldjoud et son homologue espagnol

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud, et son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska Gomez, ont mis en avant lundi à Alger la "nécessaire" conjugaison des efforts entre l'Algérie et l'Espagne pour développer les relations bilatérales ainsi que la coopération et la lutte contre le crime organisé.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le ministre espagnol de l'Intérieur, actuellement en visite en Algérie, M. Beldjoud a qualifié les relations entre les deux pays d'"excellentes", précisant avoir procédé avec son homologue à un échange de vues sur des questions d'intérêt pour les deux pays, dans le domaine sécuritaire et de la protection civile.

La rencontre a également été l'occasion pour les deux parties d'aborder la question de la migration clandestine. A ce propos, M. Beldjoud a souligné avoir clairement indiqué à son homologue espagnol que l'Algérie mobilisait des moyens financiers, matériels et humains "très importants" pour lutter contre ce phénomène dont elle pâtit.



Le ministre de l'Intérieur a ajouté avoir mis en avant, lors de la rencontre, la nécessaire conjugaison des efforts entre les deux pays, notamment en matière d'échange d'informations, pour lutter contre les "réseaux mafieux de la drogue". Pour sa

part, le ministre espagnol a précisé avoir abordé avec M. Beldjoud les moyens de coopération dans le domaine sécuritaire afin de lutter contre le crime organisé et les activités des groupes terroristes dans la région et au Sahel, ajoutant que la rencontre

avait aussi porté sur la question de la formation continue des forces de sécurité dans les deux pays, ainsi que sur la coopération dans le domaine de la protection civile et de la sécurité routière.

"Si la crise sanitaire induite par la pandémie de Covid-19 a changé beaucoup de choses, elle n'a cependant pas entamé notre volonté de poursuivre nos efforts pour développer nos relations et notre coopération", a assuré M. Fernando Grande-Marlaska Gomez. Le responsable espagnol a estimé que sa visite en Algérie (troisième du genre) "montre bien que la coopération bilatérale demeure intacte en dépit de la conjoncture", ajoutant qu'"elle va même se développer davantage".

SÉISME À MILA

Poursuite des efforts de prise en charge des sinistrés de secousses telluriques

Les autorités de la wilaya de Mila appuyées par les acteurs de la société civile continuent de déployer leurs efforts de prise en charge des sinistrés des deux secousses telluriques ayant frappé vendredi la commune de Hamala occasionnant de grands dégâts matériels aux quartiers du chef-lieu de wilaya. Au stade chahid Belaid Belkacem, transformé en centre de prise en charge des sinistrés, plus de 150 familles vivent sous des tentes après que leurs maisons aient été endommagées par les deux secousses, notamment dans les quartiers el Kherba, El Amel et 240 logements, a indiqué le président de l'APC de Mila, Brahim Benabderrahmane. Les autorités locales et les institutions des divers secteurs, agissant dans le cadre de la cellule de crise mise sur pied immédiatement après le séisme qui "heureusement n'a pas fait de victimes", œuvrent à assurer aux sinistrés toute l'aide nécessaire surtout que le nombre de familles affluant au stade "n'a pas cessé d'augmenter du fait de la persistance des répliques et du phénomène de glissement de terrain ayant affecté plusieurs habitations des mêmes cités," a relevé l'édile.

propagation de l'épidémie de la Covid-19, ont indiqué à l'APS les services de la protection civile. Partageant les mêmes appréhensions, le bureau de Mila de l'Organisation nationale de protection et d'orientation du consommateur œuvre au sein du mouvement associatif au côté des autorités locales, selon son président Ali Bensalah, "pour organiser, assister et sensibiliser les citoyens au respect des mesures de prévention de Covid-19 en leur distribuant des bavettes et en participant aux actions de désinfection systématique du camp." Concernant l'approvisionnement en eau potable des zones sinistrées et du centre d'accueil, les services de l'Algérienne des eaux (ADE) de Mila ont été renforcés par 20 camions-citernes dépêchés par plusieurs wilayas, a assuré la chargée de communication de l'ADE locale, Amina Abde-daïm. La distribution de l'eau a été interrompue dans plusieurs communes à cause des ruptures enregistrées dans les canalisations du fait des deux secousses, a indiqué la même source, avant de préciser que "plusieurs pannes ont été réparées et les travaux se poursuivent pour terminer la réparation dans les plus brefs délais."

sur ordre du Président de la République Abdelmadjid Tebboune immédiatement après cette catastrophe naturelle.

"Le travail est en cours pour gérer cette crise," a ajouté le responsable de la wilaya, précisant qu'il est probable qu'il y est une éventuelle réservation de chalets pour l'accueil des familles actuellement hébergées dans des tentes.

Il a également fait état d'un quota de 600 logements publics localisés, dont les travaux sont actuellement en phase d'achèvement, pour les livrer "dans les plus proches délais" et y reloger les sinistrés, assurant que "toutes les préoccupations des citoyens sinistrés seront prises en charge et traitées dans les meilleurs délais." Le responsable de l'exécutif de wilaya a insisté sur l'importance de la coopération des citoyens avec les autorités locales pour faciliter le travail des équipes techniques chargées de l'évaluation des dégâts occasionnés par les deux secousses de vendredi dernier. Le Directeur général de l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), Boumediene Oukaci, a assuré aux sinistrés que les équipes techniques sur le terrain procèdent à diverses inspections en vue "d'élaborer une expertise fiable et équitable des habitations de tous les sinistrés." Le même responsable a ainsi annoncé qu'une équipe spécialisée a entamé aujourd'hui (lundi) une étude pour déterminer les causes des glissements de terrain enregistrés à travers les zones sinistrées et comprendre ce phénomène qui persiste depuis vendredi passé.

Des dispositions pour empêcher l'apparition de Covid-19 parmi les résidents des tentes

Le camp des familles sinistrées a été renforcé par un centre médical dont une des tâches premières est d'assurer une veille sanitaire pour éviter une éventuelle

Vers la réservation de chalets pour l'accueil des sinistrés

De son côté, le wali de Mila, Abdelouahab Moulay, a affirmé que les efforts de l'Etat pour une bonne prise en charge des citoyens se poursuivent comme le prouve l'arrivée d'une délégation ministérielle

AGRICULTURE SAHARIENNE

Utiliser les technologies géo-spatiales pour identifier l'assiette foncière

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, a mis en avant lundi à Alger l'impératif d'accélérer l'identification de l'assiette foncière devant recevoir les grands projets d'investissement agricoles et industriels dans les régions du Sud en utilisant les technologies géospatiales (données géo spatiales et images satellitaires).

Intervenant à l'ouverture d'un Atelier technique sur le recensement et la valorisation des ressources agricoles sahariennes disponibles aux moyen des technologies géo spatiales, M. Hamdani a insisté sur l'impératif d'accélérer l'identification de l'assiette foncière agricole dans les régions du Sud et le recensement de leurs capacités (sol et eau) pour le lancement des investissements agricoles à même de contribuer à la réalisation du développement économique durable et de renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Cette réunion de coordination et de concertation entre les différents organes concernés vise essentiellement à identifier le foncier agricole qui sera pris en charge par l'Office national pour le développement de l'agriculture dans les régions sahariennes, créé récemment, et à élaborer une feuille de route sur l'utilisation des outils géo spatiaux (imagerie satellite, cartes et autres données spatiales) pour l'identification des nouvelles assiettes devant recevoir les grands projets agricoles et industriels du Sud, a précisé le ministre. Soulignant que cet atelier intervenait dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur, approuvée récemment par le Conseil des ministres, M. Hamdani a affirmé que l'utilisation des technologies géo spatiales pour évaluer les capacités naturelles (eau et sol) en zones sahariennes contribuera certainement à la réalisation du développement durable dans le Sud.

Le ministre a fait savoir que le secteur sera accompagné dans ce cadre par l'Agence spatiale algérienne (ASAL), l'Institut national de cartographie et de télédétection (INCT) relevant du ministère de la Défense nationale, ainsi que par d'autres secteurs ministériels, à l'instar du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et du ministère des Ressources en eau.

Dans ce même contexte, M. Hamdani a mis l'accent sur l'impératif d'accélérer l'utilisation des différentes applications géo spatiales (images, cartes et autres données techniques) en vue de "concrétiser la numérisation du secteur agricole" sur laquelle repose le développement du secteur et l'accroissement de son rendement.

De son côté, le Directeur général de l'ASAL (relevant des services du Premier ministre), Azzedine Oussedik, a affirmé que le rôle de l'Agence consiste à exploiter les satellites algériens et les images satellitaires en vue d'aider à la prise de décisions appropriées, et ce, en mettant à disposition des cartes thématiques et opérationnelles relatives aux terres agricoles dans le Sud algérien.

L'ASAL s'emploie également à fournir les données et images satellitaires permettant de localiser et identifier les zones sahariennes cultivables en collaboration avec l'Office National pour le Développement de l'Agriculture Industrielle dans les régions sahariennes.

STARTUP

Le Fonds de financement des start-up opérationnel "dès la semaine prochaine"

Le Fonds de financement des start-up sera opérationnel "à partir de la semaine prochaine", a indiqué lundi à Constantine le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start up, Yacine El-Mahdi Oualid. "Ce Fonds, dédié aux start-up, permettra un financement en adéquation avec la nature et la demande des entreprises innovantes", a précisé le ministre délégué dans un point de presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya. Régi par des mécanismes de financement basés essentiellement sur "le capital risque", ce fonds, un mode de finan-

cement spécifique des jeunes entreprises innovantes de haute technologie, "traduit la volonté de l'Etat à investir dans l'énergie, les idées et les projets des jeunes au service de l'économie nationale," a-t-il précisé. Faisant état de l'existence d'environ 3.000 start-up à l'échelle nationale, Yacine El-Mahdi Oualid a indiqué que le nombre de ces entreprises sera revu à la hausse au fur et à mesure de l'activation des différentes dispositions d'organisation et d'accompagnement et autres facilitations prévues par l'Etat, dont notamment "la levée des contraintes bureaucratiques et l'allègement des charges

fiscales." Faisant état de la création prochaine de "zones technologiques" dédiées aux Start-up, le ministre délégué a insisté sur l'importance de ce projet devant répondre à la préoccupation exprimée en matière de foncier et permettre "d'appuyer le climat d'innovation favorisant la compétitivité". Evoquant la question du cadre légal régissant l'activité des start-up, il a affirmé que l'Etat œuvre à organiser ce domaine "resté longtemps opaque" à travers la promulgation de textes et cadre réglementaires s'adaptant avec le profil spécifique des start-up et protégeant ses progrès. A l'exposition sur les

innovations scientifiques des jeunes, organisée à l'université Salah Boubendir (Constantine3), le ministre délégué s'est dit "impressionné" par la qualité des projets initiés notamment dans le domaine de la biotechnologie. Au cours d'une rencontre avec les porteurs de projets innovants, tenue à la maison de la culture Malek-Haddad, et suite aux contraintes en rapport avec l'accès aux marchés publics soulevées par les intervenants, Yacine El-Mahdi Oualid a appelé les jeunes à se rapprocher de la cellule de médiation "pour davantage d'efficacité dans la prise en charge des préoccupations exprimées."

ALGER

Réouverture de la Poissonnerie d'Alger

L'activité et la sortie en mer des bateaux de pêche seront autorisées, dès mardi avec la réouverture mercredi matin de la Poissonnerie d'Alger, a indiqué, lundi, un communiqué de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger.

Dans un communiqué posté sur la page officielle Facebook, la Direction de la pêche et des ressources halieutiques a annoncé, à l'adresse de tous les professionnels au niveau du port de pêche d'Alger, la reprise, à partir de mardi soir 11 août, de l'activité et sortie en mer des bateaux de pêche et la réouverture mercredi matin, 12 août, de la Poissonnerie d'Alger.

Le Groupe de Services portuaires (SERPORT) et l'Entreprise de gestion des ports et abris de Pêche d'Alger (EGPP) avaient annoncé la suspension de l'activité de la Poissonnerie d'Alger, dans le cadre des mesures de prévention de la Covid-19.

"En application des décisions issues de la réunion du 23 juillet dernier du Comité de suivi de l'évolution de la Covid-19 au



port d'Alger, il a été décidé de suspendre l'activité de la Poissonnerie d'Alger du 29 juillet au 11 août 2020 afin de suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique et l'efficacité des mesures sanitaires prises auparavant", avait indi-

qué un communiqué conjoint (Serport et EGPP) publié sur la page Facebook de l'Annexe administrative du port de pêche d'Alger. Le communiqué avait précisé que la réunion du 23 juillet dernier avait décidé également, par mesure de sécurité,

"d'exiger aux revendeurs la présentation, à la date de reprise de l'activité, d'une déclaration sur l'honneur attestant le bon état de santé de l'ensemble des travailleurs du carré de vente".

Le communiqué avait fait état, en outre, de la décision d'avancer l'horaire d'ouverture de la Poissonnerie à 04h00 du matin pour la procédure d'inspection vétérinaire des ressources halieutiques, qui devra durer au plus tard jusqu'à 05h00, ainsi que de l'obligation du respect des gestes barrières afin d'éviter toute éventuelle contamination. Par ailleurs, l'accès a été mis sur la nécessité d'intensifier les opérations de désinfection et de nettoyage et ce en associant les services compétents de la wilaya, conclut la même source.

CONSTANTINE

Les incendies déciment 3.800 arbres fruitiers dans la commune d'Ibn Badis

Pas moins de 3.808 arbres fruitiers ont été dévastés par des incendies enregistrés en août en cours dans la commune d'Ibn Badis (Constantine), a indiqué lundi à l'APS un responsable de la conservation des forêts.

Favorisés par la canicule qui a sévi depuis la fin du mois de juillet dernier, ces incendies ont été signalés à travers huit (8) zones d'ombre dont les mechtas d'Oued Dardar, Merah Youcef, Keraboua Laameri et frères Bouras relevant de deux zones forestières de Sidi El Haouas et d'El Hedadj, a précisé le chargé de la communication et de l'information de cette institution, Ali Zegrou.

Appartenant à neuf (9) agriculteurs, le patrimoine agricole ravagé par les flammes est constitué entre autres de 1818

figuiers, 180 oliviers et 60 abricotiers et poiriers, a-t-il fait savoir.

Dans la même commune et durant la même période, ces incendies, ont provoqué également la destruction de neuf (9) serres d'élevage avicole équipées, deux (2) bâtiments d'élevage d'animaux, 1855 bottes de foin, 40 quintaux d'aliments de poulets, 500 mètres linéaires de réseaux d'eau potable, 200 mètres linéaires de câbles électriques et quatre (4) pompes électriques et la calcination de 3100 poussins, a déclaré le même responsable. Des températures excédant les 44 degrés, des vents moyens chauds et le relief accidenté des zones montagneuses de cette commune rurale ont rendu la lutte contre ces incendies très difficile, a fait remarquer le représentant local du secteur forestier,

soulignant qu'une délégation composée de représentants des services de l'assemblée populaire communale (APC), des directions de l'agriculture et de la protection civile et de la conservation des forêts, a été dépêchée hier dimanche sur les lieux pour l'évaluation des dégâts et l'ouverture d'enquêtes pour déterminer les circonstances et les causes de déclenchement de ces sinistres. Depuis le début de cette saison estivale, la localité d'Ibn Badis à vocation agricole a été le théâtre du plus grand nombre d'incendies recensés dans la wilaya de Constantine, où près de 90 % des feux de forêts représentants 104, 5 hectares, ont été signalés dans les sites forestiers d'El Hedadj et de Sidi El Haouas, ont ajouté les services de la conservation des forêts.

MASCARA

15 ha détruits par le feu à la forêt de Terziza

Un feu, qui s'est déclaré à la forêt Terziza dans la commune de Nesmoth (Mascara), a détruit 15 hectares dont 2 ha d'arbres forestiers et 13 ha de maquis, a-t-on appris lundi du responsable de la cellule d'information à la direction de la protection civile de la wilaya.

Les éléments de la protection civile ont réussi d'éteindre les flammes déclarés dimanche

à 10 heures du matin et de sauver l'espace boisé qui s'étend sur 3,065 ha, selon le lieutenant Tahar Mehenni. Quatre unités dont le poste avancé de la protection civile de la commune de Zelamta, l'unité de Tighenif, l'unité principale du chef-lieu de wilaya, la colonne mobile de lutte contre les feux ont été mobilisées. Le travail des éléments de la protection civile

soutenus par des agents de la conservation des forêts s'est poursuivi jusqu'à minuit pour circonscrire totalement le feu en veillant à un suivi à cause de la canicule et du vent, a-t-on fait savoir.

Pour leur part, les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances de cet incendie, a-

t-on ajouté. Les services de la protection civile de la wilaya de Mascara ont enregistré deux incendies de forêts durant le mois de juillet dernier causant la destruction de 3 ha de broussailles, alors que 8 incendies se sont déclarés au début du mois d'août détruisant 3,5 ha de forêts, 14 ha de maquis, 1 ha de broussailles et 16 ha d'herbes.

OUVERTURE DES PLAGES

Soulagement et ravissement à Bejaia

L'annonce de l'ouverture des plages après deux mois d'une privation totale, pour certains, et relative, pour d'autres, a rempli d'aise tous les amateurs du grand air et adeptes de la bronzette à Bejaia. Il est évident que les plus invétérés ont déjà goûté aux joies des baignades, en bravant l'interdit, mais beaucoup ont attendu avec impatience ce "moment" de pouvoir accéder de nouveau à ces "espaces de liberté". "C'est formidable de pouvoir étaler de nouveau sa serviette sur le sable et de profiter du soleil et de la mer", se réjouit Nora, enseignante, qui, avoue avoir "résisté mais fini par succomber" à la tentation d'aller par deux fois "piquer une tête" à Tighreit, à 30 km à l'ouest de Bejaia. Mais son esprit, dit-elle, "n'était pas à la tranquillité" car se sachant en infraction et craignant ainsi de se faire chasser à tout moment.

"Désormais, avec ma petite famille je vais pouvoir savourer totalement les plaisirs de la plage", raconte-t-elle les yeux enjoués. Tout comme elle, Sonia, médecin de son état, partage la même joie. A cette différence que de par son métier, elle est plus attentive, voire un tantinet appréhensive sive des risques sanitaires. "L'épidémie est toujours là. Il va falloir faire très attention surtout durant les rushs du week-end". Ainsi, au-delà de la responsabilité de chacun, elle a souhaité que les surveillants de plages soient à cheval sur l'obligation du respect des mesures barrières. "Par-delà les précautions sanitaires, il y a toute la question de l'hygiène qu'il faut avoir à l'œil", renchérit-elle, mettant le doigt, sur le rejet anarchique ou l'abandon des déchets sur le sable, le partage des bouteilles d'eau ou de nourriture, entre voisins ou avec les transitaires, le lavage des mains, et autres. "Il faut être très vigilants", tranche-t-elle, en espérant que "la sensibilisation sur site va devoir continuer, voire redoubler". L'aspect hygiène, reste en fait la préoccupation centrale du plus grand nombre. Elle revient tel un leitmotiv dans toutes les discussions en raison des retards pris dans la mise en œuvre des dispositifs y afférents. L'appréhension est surtout nourrie envers les plages des communes qui, financièrement peinent à mobiliser les moyens requis pour ce faire. A la wilaya, le propos est à l'apaisement et à l'assurance. "Une subvention de 18 millions de dinars a été allouée aux communes en difficulté (elles sont cinq), notamment pour prendre en charge le nettoyage et l'entretien des plages", souligne sa cellule de communication qui ajoute que dans ce cadre, il leur a été acquis cinq criblées de sable destinées à nettoyer le littoral de pas moins de huit communes. La même source a également indiqué que des administrateurs de plages ont été installés dans toutes les circonscriptions et des opérations d'aménagements concrétisées, tout autant que la mise en place des équipements de commodités y afférents (douches, cabines pour les services compétents, accès aux plages et parkings, ...), a-t-on souligné, n'excluant pas la possibilité d'agir au moment opportun pour parer à toute carence.

ORAN

Coupure et perturbations en alimentation en électricité pour travaux d'entretien et de maintenance

Une perturbation dans l'alimentation en électricité est prévue dans plusieurs communes de la wilaya d'Oran en raison de travaux d'entretien et de réhabilitation du réseau de distribution, a-t-on appris lundi dans un communiqué des services de la wilaya. La perturbation concerne une partie de la zone "Safa", dans la commune de Boutléfis, jeudi prochain de 07H00 à 10H00 et la cité 390 habitations à Ain El Beida (commune d'Es-Sénia) dimanche prochain de 07H00 à 13H00, a-t-on indiqué de même source. L'interruption de l'approvisionnement en électricité affectera également le quartier Bendahbia Mohamed à Hassiane, dans la commune de Boufatès, lundi prochain de 07H00 à 13H00, ainsi que le village "Guessab Abdelli Saïd" (commune de Misserghine) lundi et mardi prochains de 07H00 à 13H00.

EL BAYADH

Réception prochaine de deux nouveaux bureaux de poste

Deux nouveaux bureaux de poste seront réceptionnés dans la wilaya d'El Bayadh avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris lundi du directeur de l'unité d'Algérie Poste Boualem Semmari.

Le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces deux structures, situées dans les communes d'El Bayadh et de Brizina, a dépassé 75 %, a-t-il indiqué. Des travaux sont également en cours pour la réalisation d'un autre bureau de poste au niveau de la nouvelle ville du chef-

lieu de wilaya, dont le taux d'avancement a atteint 15%. Ils devront être réceptionnés à la mi-2021 pour contribuer à l'augmentation du nombre de bureaux de poste dans la wilaya qui en compte actuellement 43, a précisé M. Semmari. Par ailleurs, la recette principale postale du chef-lieu de wilaya a connu une vaste opération d'aménagement et le taux d'avancement des travaux a atteint 60%. Il est prévu la réception du projet avant la fin de l'année courante. Un bureau de poste

dans la commune de Bougtob a aussi bénéficié d'une opération d'aménagement et de rénovation et il est prévu le lancement prochain des travaux d'aménagement d'un bureau de poste à Labiodh Sidi Cheikh, a-t-il fait savoir. Dans le cadre de la prise en charge des habitants des zones d'ombre de la wilaya, l'unité d'Algérie Poste a mobilisé un bureau de poste itinérant en vue de rapprocher les prestations postales des citoyens leur épargnant les déplacements contrai-

nants vers les bureaux de poste et ce, en adaptation avec les mesures préventives contre la propagation du coronavirus. Par ailleurs, l'unité d'Algérie Poste a distribué dernièrement, en collaboration avec la Direction du commerce, des appareils de paiement électronique à des commerçants, a indiqué Boualem Semmari, relevant que l'opération se poursuit pour permettre de doter un plus grand nombre possible d'opérateurs.

JUSTICE-INSTALLATION

Installation des nouveaux présidents des Cours de justice de Ghardaïa et Adrar

Les nouveaux présidents des Cours de Ghardaïa et Adrar et le nouveau procureur général d'Adrar ont été installés lundi dans leurs nouvelles fonctions dans le cadre du vaste mouvement opéré par le Président de la République Abdelmadjid Tebboune dans le corps des présidents et procureurs généraux près les cours de justice.

A Ghardaïa, Mustapha Smati a été installé dans ses nouvelles fonctions de président de Cour en remplacement de Mohamed Baali, lors d'une cérémonie présidée par Fayçal Bourbala, Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion et représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux. A Adrar, Belarbi Zehmani a été installé dans ses fonctions de Procureur général, en remplacement de

Smail Belkhefha, tandis que Khelifa Abdelouafi a été installé dans ses fonctions de président de Cour lors d'une cérémonie présidée par le commissaire d'Etat-adjoint au Conseil d'Etat, Dahmane Zenani, représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux. Les cérémonies d'installation se sont déroulées en présence des autorités locales, civiles et militaires, d'élus ainsi que des magistrats et auxiliaires de justice.



EL TARF

Arrestation d'un passeur de migrants clandestins

Un passeur de migrants clandestins qui préparait une tentative d'émigration impliquant cinq (5) candidats, a été arrêté à El Kala (El Tarf) par les services de police relevant de cette daïra côtière, a indiqué, lundi, le chargé de la communication auprès de la sûreté de wilaya.

Exploitant une information faisant état d'une tentative d'émigration clandestine à laquelle se préparait un groupe de cinq (05) candidats issus d'une wilaya limitrophe, les services de la police relevant de la sûreté de daïra ont arrêté deux

jeunes, à bord d'un véhicule touristique circulant au niveau de cette daïra frontalière, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

Les candidats, âgés entre 20 et 30 ans, ont dénoncé le nom du passeur, originaire quant à lui, de la commune frontalière d'Oum T' Boul, a précisé la même source, signalant que l'enquête diligentée a permis d'arrêter le mis en cause, qualifié de "dangereux", et de déjouer cette tentative d'émigration clandestine, a-t-on souligné.

Les cinq (05) candidats à l'émigration clandestine, étaient en possession d'une importante somme d'argent en dinars algériens et d'euros, a-t-on soutenu de même source. Poursuivi pour "préparation de voyages clandestins par voie maritime", le mis en cause, un trentenaire, a été condamné, lors de sa comparution immédiate devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'El Kala, à deux (02) ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA, a-t-on conclu.

EL TARF

Saisie près de 100 gr de kif traité

Les services de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de daïra de Bouteldja (O) ont arrêté sept (07) individus et, a-t-on appris dimanche, du chargé de la communication à la sûreté de la wilaya.

Agissant sur la base d'informations faisant état des activités suspectes de ces dealers qui proposaient de la drogue aux jeunes des quartiers, les services de police ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation d'un premier suspect, chômeur de son état, qui s'est avéré être celui à qui revenait la tâche d'écouler "la marchandise", a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

Soumis à un interrogatoire, le mis en cause a fini par dénoncer ses six (06) acolytes, âgés entre 20 et 30 ans, a précisé la même source, si-



gnalant que quatre (04) d'entre eux avaient été appréhendés à bord d'un véhicule, en possession de deux plaquettes de drogue, pesant au total 95,20 grammes. En plus de la saisie du véhicule exploité pour leurs activités douteuses, les services de police ont également arrêté les deux

(02) autres complices, dans le cadre de cette affaire de trafic de drogue, impliquant au total sept dealers originaires de différentes communes de cette wilaya frontalière, a-t-on noté. Constantine

Des arbres fruitiers dévastés par des incendies Pas

moins de 3.808 arbres fruitiers ont été dévastés par des incendies enregistrés en août en cours dans la commune d'Ibn Badis (O), a indiqué lundi à l'APS un responsable de la conservation des forêts. Favorisés par la canicule qui a sévi depuis la fin du mois de juillet dernier, ces incendies ont été signalés à travers huit (8) zones d'ombre dont les mechtas d'Oued Dardar, Merah Youcef, Keraboua Laâmeri et frères Bouras relevant de deux zones forestières de Sidi El Haouas et d'El Hedadj, a précisé le chargé de la communication et de l'information de cette institution, Ali Zegrou. Appartenant à neuf (9) agriculteurs, le patrimoine agricole ravagé par les flammes est constitué entre autres de 1818 figuiers, 180 oliviers et 60 abricotiers et poiriers, a-t-il fait savoir.

COVID-19/TIZI-OUZOU

Fermeture d'une quarantaine de commerces pour non-respect des mesures de prévention

Trente-huit (38) commerces ont été fermés à Tizi-Ouzou durant le mois de juillet écoulé pour non-respect des mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on indiqué lundi dans un bilan d'activités mensuelles de la sûreté de wilaya.

"Dans le cadre de la gestion et du suivi des commerces réglementés, le service de wilaya de police générale et réglementation a procédé à l'exécution de 38 arrêtés de fermeture de différents commerces", selon le même bilan.

Ces fermetures ont été prononcées et exécutées par les services compétents suite aux opérations de contrôle menées par les brigades mixtes (commerce, santé et services de sécurité) chargées du suivi de l'application, par les commerçants, des mesures barrières contre la propagation de la Covid-19, a indiqué à l'APS la chargée de communication de la sûreté de wilaya, la commissaire principale Djamilia Temmar.

Dans le cadre de ces opérations de contrôle, 21 propositions de fermeture, tous commerces confondus, ont été, par ailleurs, émises, selon le même bilan, qui précise que le même service de la police générale a également exécuté 10 arrêtés de fermeture de débits de boissons de différentes catégories et établi 23 autres demandes de fermeture d'établissements similaires. Le nombre des opérations de contrôles menées à l'échelle de wilaya, par la commission mixte de contrôle durant le mois dernier, a atteint les 1 681. A cela s'ajoutent 4 382 autres opérations de contrôle et de suivis de divers commerces menées exclusivement par les services de la sûreté de wilaya, selon le même document.

EL BAYADH

De nouveaux bureaux de poste

Deux nouveaux bureaux de poste seront réceptionnés dans la wilaya d'El Bayadh avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris lundi du directeur de l'unité d'Algérie Poste Boualem Semmari.

Le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces deux structures, situées dans les communes d'El Bayadh et de Brizina, a dépassé 75 %, a-t-il indiqué.

Des travaux sont également en cours pour la réalisation d'un autre bureau de poste au niveau de la nouvelle ville du chef-lieu de wilaya, dont le taux d'avancement a atteint 15%. Ils devront être réceptionnés à la mi-2021 pour contribuer à l'augmentation du nombre de bureaux de poste dans la wilaya qui en compte actuellement 43, a précisé M. Semmari. Par ailleurs, la recette principale postale du chef-lieu de wilaya a connu une vaste opération d'aménagement et le taux d'avancement des travaux a atteint 60%. Il est prévu la réception du projet avant la fin de l'année courante.

Un bureau de poste dans la commune de Bougtob a aussi bénéficié d'une opération d'aménagement et de rénovation et il est prévu le lancement prochain des travaux d'aménagement d'un bureau de poste à Labiodh Sidi Cheikh, a-t-il fait savoir.

CRIMINALITÉ

Arrestation à Bouira de six individus recherchés par la justice

Six individus recherchés par la justice pour leur implication dans des affaires criminelles ont été arrêtés durant le premier trimestre de l'année en cours, a indiqué lundi le chargé de communication de la Sûreté de la wilaya, le commissaire de police Samir Toutah. "Ces personnes font l'objet de mandats d'arrêt émis par la justice à leur encontre pour leur implication dans différentes affaires criminelles", a expliqué à l'APS le commissaire de police Toutah. L'arrestation des six mis en cause est intervenue dans le cadre des différentes opérations sécuritaires menées par les services de la sûreté de la wilaya durant les trois premiers mois de l'année 2020. Durant la même période,

les services de la police ont mené 1907 opérations de recherche à travers la wilaya de Bouira. "Ce grand nombre d'intervention a permis d'arrêter les six personnes recherchées par la justice et de contrôler aussi 11224 autres individus, ainsi que 14227 véhicules," a précisé le chargé de communication de la Sûreté de la wilaya. A l'issue de ces opérations, les services de la Sûreté de la wilaya ont établi des dossiers judiciaires à l'encontre de 651 individus, dont 77 d'entre eux sont impliqués dans des affaires de drogue et 38 accusés de port d'armes blanches illicites. "Tous les mis en cause ont été présentés devant la justice," a précisé le commissaire Toutah.



FINANCE ISLAMIQUE BNA : lancement de la Finance Islamique dans deux autres agences à Alger

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a procédé, mardi au déploiement de deux nouvelles agences à Alger pour commercialiser les produits de la Finance Islamique a annoncé un communiqué de la BNA.

Il s'agit des agences de Hussein Dey et de 'Staoueli, qui viennent de s'ajouter à l'agence de Didouche Mourad qui avait lancé en premier lieu une gamme de produits bancaires relevant de la Finance Islamique le 4 août dernier indique la même source.

Cette activité entre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de la BNA visant la généralisation de l'activité " Finance Islamique " sur l'ensemble de son réseau d'agences, lit-on dans le communiqué.

Selon, la BNA, cette action intervient suite à l'engouement important et l'afflux observé au niveau de l'agence Didouche Mourad, première agence à commercialiser les neuf (09) produits de Finance Islamique constituant l'offre de lancement.

Ainsi, la Banque compte accélérer sa démarche de généralisation de cette activité à l'ensemble du territoire national par le déploiement d'au moins cinq (05) agences par semaine, à compter du 16 août, a annoncé la BNA. La Banque annoncera sur les pages officielles de ses réseaux sociaux ainsi que sur son site web et elle transmettra à la presse des communiqués à chaque opération d'extension de cette activité afin de permettre aux citoyens de s'adresser aux agences concernées pour bénéficier des produits et de toutes les informations relevant de l'activité de la Finance Islamique.

COMMERCE Levée de la suspension des exportations de produits locaux, hormis ceux subventionnés

Le ministère du Commerce a fait état, lundi, de la levée de la suspension des exportations des produits locaux, à l'exception de ceux produits subventionnés ou fabriqués à partir de matières subventionnées et de l'ail.

"Le Ministère du commerce informe l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'export de la levée de la suspension de l'exportation de produit où l'Algérie dispose d'un potentiel de production, hormis les produits subventionnés ou fabriqués à partir de matières subventionnées et de l'ail", a précisé le communiqué.

Le ministère souligne cependant que "vu la crise sanitaire que traverse le pays, il demeure interdit d'exporter les masques de protection, les gels hydro alcooliques et les savons liquides +lave mains+ en raison de la nécessité de les garantir en quantités suffisantes pour couvrir la demande locale croissante".

Une cellule de veille a été installée au niveau du ministère en vue de suivre l'approvisionnement du marché national et garantir sa stabilité et prendre toutes les mesures à même de prévenir le marché national de tous les dysfonctionnement", a conclu le communiqué.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Le Cnop condamne des "manœuvres" visant à contrecarrer les réformes du secteur pharmaceutique

Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens (Cnop) a condamné, lundi, des manœuvres visant à contrecarrer les réformes engagées dans le secteur pharmaceutique, relevant que le plan d'action du ministère de l'Industrie pharmaceutique, permettra au ministère de la Santé de "se consacrer" à la qualité de la prise en charge des soins médicaux.

"Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens, (...), condamne fermement les manœuvres, déclarations, publications visant à contrecarrer les réformes engagées par le Gouvernement algérien pour le développement de notre pays et notamment du secteur Pharmaceutique", lit-on dans ce communiqué.

Le Cnop est un organe de déontologie représentant l'ensemble des Pharmaciens d'Algérie toutes catégories confondues, pharmaciens d'officine, pharmaciens biologistes, pharmaciens hospitaliers et hospitalo-universitaires, pharmaciens distributeurs et de l'industrie". Le Conseil a insisté sur le fait que "l'ensemble" des acteurs du secteur avaient salué la création d'un ministère délégué, puis d'un ministère de l'Industrie pharmaceutique. "En quelques mois l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, en léthargie depuis des années a été enfin dotée de moyens, d'un siège, permettant aux nombreux producteurs locaux d'espérer enfin une prise en charge de



leurs problématiques administratives et réglementaires qui, au seul profit de l'importation, retardaient voire compromettaient leurs projets de production", a-t-on encore souligné.

Le Conseil a rappelé, à ce propos, que "le plan d'action novateur et ambitieux du ministère de l'Industrie pharmaceutique, adopté en Conseil des ministres, intégrait logiquement la tutelle de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, noyau central de toute politique phar-

maceutique". Pour le Conseil "la création du ministère de l'Industrie Pharmaceutique obéit à la volonté de l'Etat d'aller au-delà d'une agence en dotant le secteur d'une gouvernance dédiée, marquant ainsi l'importance stratégique accordée à l'Industrie Pharmaceutique, appréhendée désormais comme un secteur créateur de richesse pour l'économie nationale".

Il a rappelé, dans ce cadre que le ministère de l'Industrie pharmaceutique prendra en charge la

régulation des activités relevant des établissements pharmaceutiques.

Il s'agit de la fabrication, l'importation, l'exploitation, la distribution et l'exportation ainsi que toutes les prérogatives liées au produit pharmaceutique et au dispositif médical".

Il a expliqué, dans ce sens, que toutes les activités liées aux exercices médicaux et pharmaceutiques intégrées dans la carte sanitaire, l'officine, le laboratoire d'analyse, la Pharmacie hospitalière, la PCH, l'IPA relèveront bien évidemment du ministère de la Santé". La politique du gouvernement étant une et indivisible, les deux ministères interagiront ensemble au seul bénéfice du développement du pays", a encore estimé le Conseil.

Le Conseil a conclu son communiqué en lançant un appel "à se démarquer des tentatives de manipulation et de désinformation orchestrées par des parties soucieuses de préserver leurs intérêts ou leurs positions sans se soucier de l'avenir de la profession et du pays".

TRANSPORT MARITIME Ports: des évaluations plus fréquentes des marchandises en souffrance pour libérer les aires d'entreposage (Serport)

Le Groupe des services portuaires "Serport" a instruit les responsables des entreprises portuaires d'activer davantage la commission chargée de l'inspection et de l'évaluation des marchandises avariées ou en séjour prolongé au niveau des aires d'entreposage, a affirmé mardi à Alger le P-dg du groupe Djelloul Achour.

"Nous avons ordonné à tous les responsables des entreprises portuaires de multiplier l'intervention de la commission chargée du traitement des produits avariés et en attente au niveau des ports afin de renforcer les mesures de contrôle de traitement des marchandises", a indiqué M. Djelloul dans un entretien à l'APS.

"Ainsi, le suivi et l'évaluation des marchandises importées, en souffrance au niveau des aires d'entreposages se fera par la commission tous les quinze jours au lieu d'une fois par mois", a-t-il précisé, assurant que cela permettra de libérer progressivement les espaces portuaires des conteneurs en souffrance qui entravent l'activité commerciale.

Interrogé sur l'ampleur des conteneurs en souffrance, en dépit de l'intervention de la commission créé depuis 2010, M. Djelloul a affirmé qu'en principe, l'entreposage de marchandises obéit à une procédure bien définie limitant son séjour au niveau des ports, mais les fausses déclarations et le manque de traçabilité du produit importé prolongé davantage cette durée.

Il a invoqué par ailleurs les lenteurs administratives et judiciaires pour trancher sur la marchandise en attente pour fausse déclaration ou faute de conformation aux normes et aux règles de traçabilité.

"Chaque conteneur en souffrance comporte un dossier administratif et juridique et souvent ce sont les lourdeurs de ces procédures judiciaires qui prolongent le séjour de ces marchandises", a-t-il expliqué, en admettant que ces surfaces occupées pendant des mois, voire même des années, entravent effectivement le bon fonctionnement des ports.

"C'est un constat malheureux car nous nous retrouvons avec des marchandises, quelques fois périmées qui occupent des espaces pour rien", a-t-il regretté, d'où "l'intérêt de multiplier l'activité de la commission chargée de l'inspection et de l'évaluation des

marchandises avariées ou en séjour prolongé".

Comme il l'a précisé, "la commission a les prérogatives de trancher sur le sort de ces marchandises qui n'ont pas fait l'objet de déclaration appropriée par l'importateur ou qui manque de traçabilité notamment en ce qui concerne leur pays d'origine ou leur fabricants ou encore leur conformité aux normes".

"Les marchandises jugées périmées ou non propre à la consommation sont acheminées directement vers les décharges par le biais des APC en vue de les détruire", a-t-il affirmé.

Il a précisé néanmoins que dans ces marchandises, il y a souvent des produits de qualité qui sont récupérables, dans ces cas, a-t-il poursuivi, "la commission les cède alors aux établissements publics (crèches, écoles, hôpitaux)". Parmi ces produits, il a cité, entre autres, les jouets, les équipements électriques ou électroniques.

Outre les équipements, il y a également les produits alimentaire dont les viandes jugées impropre à la consommation domestique mais qui peut être récupérée et acheminée vers les parcs zoologiques lorsque la chaîne du froid pour la conservation du produit n'a pas été interrompue.

En plus de l'intensification de l'activité de cette commission multisectorielle pour désengorger les lieux d'entreposage portuaires, ce responsable a assuré que la plupart des ports ont un plan directeur de développement où il est prévu l'extension des capacités d'entreposage et de réception de marchandise.

La gestion de produits dangereux hautement sécurisée

Concernant la gestion des produits dangereux et inflammables au niveau des ports, le P-dg de Serport a assuré que le règlement de l'Exploitation des ports qui date depuis 1975 interdit le séjour de marchandises dangereuses au sein des entreposages portuaires.

"Toutes les marchandises classées dangereuses, transitent selon un règlement bien déterminé", a-t-il affirmé, en expliquant que la livraison se fait sous-palan.

"La déclaration et l'enlèvement du produit dangereux s'effectue systématiquement dès son arrivée au port avant son acheminement

sous pailon directement vers son destinataire", a-t-il encore détaillé en assurant que l'opération est escortée par les services de sécurité.

M. Djelloul a fait savoir par ailleurs que certains ports sont équipés d'installations spécifiques (appelés les parcs à feu) dédiés au séjour des marchandises dangereuses pour une durée limitée.

"La déclaration de ces marchandises se fait sur place, un traitement particulier de ces produits est réalisé à l'intérieur même de ces enceintes portuaires avant leur acheminement vers leurs destinataires".

M. Djelloul a affirmé l'existence de quatre ports dotés de parc à feu.

"Il s'agit du port de Béjaïa, de Skikda et celui d'Oran en plus du port sec de Rouiba", a-t-il énuméré.

Interrogé sur l'explosion gigantesque qui s'est produite dernièrement au port de Beyrouth, le premier responsable de Serport a estimé que cet incident qui a endeuillé la capitale libanaise aurait pu être évitable.

"Au fait, il s'agissait d'un séjour de marchandises dangereuses (des tonnes de nitrate) qui n'était même pas destinées pour la capitale", a-t-il fait savoir, en précisant que l'affaire remontait à 2013, lorsqu'un navire en détresse avait été obligé de débarquer la marchandise au niveau du port de Beyrouth.

"Depuis, ces produits dangereux n'avaient pas été transférés, jusqu'à la survenue de l'incendie à proximité du port qui s'est propagée sur le sillon du nitrate d'ammonium provoquant la déflagration", a-t-il conclu.

A rappeler Serport a été créé suite à la transformation des Sociétés de gestion des participations d'Etat (SGP) en groupe économique.

Il regroupe actuellement dix (10) entreprises portuaires chargées de l'exploitation des ports qui assurent plusieurs activités à savoir: la manutention, l'acconage, le remorquage.

En plus de ces entreprises en activité, il y a une onzième entreprise qui est chargée de l'exploitation du nouveau projet de port du centre situé à Cherchell (Tipaza), quatre sociétés de logistique et la société de Béthioua, port minéralier ainsi que la société de gestion des ports de pêche.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 45 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient en hausse mardi, dans la lignée de la veille, soutenus par un optimisme largement partagé sur les marchés actions et une offre maîtrisée par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés.

Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 45,31 dollars à Londres, en hausse de 0,71% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de septembre grimpait de 1,05% à 42,38 dollars.

Ce mouvement s'explique principalement par l'humeur positive des marchés financiers portés par les nouveaux programmes de relance économique prévus par le président américain, a expliqué Eugen Weinberg, analyste.

Donald Trump, qui raille l'intransigence de l'opposition dans des négociations qui sont toujours en cours, a signé samedi quatre décrets prévoyant un gel des charges salariales, une allocation chômage prolongée de 400 dollars par semaine, des protections pour les locataires menacés d'expulsion



et un report du remboursement des emprunts étudiants. "La grande discipline de production dont fait preuve l'Opep devrait +compenser+ la reprise hésitante

de la demande ces derniers temps", a ajouté M. Weinberg.

Pour surmonter la chute de la demande de brut, l'organisation et ses alliés, via l'accord Opep+, ont

décidé de réduire drastiquement leur production de brut depuis les mois de mai, s'imposant des limites par pays.

"De plus, la ferme volonté de l'Irak de procéder à de nouvelles réductions de production semble renforcer la confiance" du marché dans l'organisation, a ajouté l'analyste. L'Irak, qui a pompé davantage au printemps que le quota prévu, fait des efforts pour opérer un rattrapage. Le patron de Saudi Aramco, Amin Nasser s'est par ailleurs dit lundi optimiste quant à la croissance de la demande mondiale sur le pétrole, malgré la pandémie du nouveau coronavirus.

Détenu majoritairement par l'Etat saoudien, la société avait publié la veille des résultats trimestriels en chute de 73,4% sur un an mais honorables comparé à de nombreux autres géants de l'énergie internationaux.

ARABIE SAOUDITE - PÉTROLE

Le P-dg de Saudi Aramco s'attend une reprise de la demande mondiale d'ici fin 2020

Le P-dg de la compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco, Amin Nasser, s'est dit lundi optimiste quant à la croissance de la demande mondiale sur le pétrole, soulignant que celle-ci devrait se situer, d'ici la fin de l'année en cours, au niveau de celui des années 1990, ont rapporté des médias locaux. S'exprimant lors d'une visioconférence de presse sur les résultats d'Aramco annoncés la veille, M. Nasser a affirmé que la demande mondiale qui s'élève actuellement à environ 90 millions de barils par jour devra croître d'ici la fin d'année et se situer au niveau de celui des années 1990.

"Bien que l'on ne sache pas encore combien de temps l'incertitude actuelle va durer, nous constatons de plus en plus que le pire de la crise pourrait être derrière nous", a ajouté M. Nasser.

La demande sur l'or noir a été ralentie par la crise sanitaire du coronavirus qui a affecté

l'économie mondiale et avait chuté à un moment donné de plus de 20 millions de barils par jour. "Nous assistons à une reprise partielle du marché de l'énergie au cours du second semestre de 2020, al ors que les pays du monde prennent des mesures pour assouplir les restrictions et redémarrer leurs économies".

M. Nasser s'est exprimé sur la performance du deuxième trimestre d'Aramco, qualifiée comme "la pire depuis des générations". "En raison de la pandémie, le deuxième trimestre s'est avéré être la période la plus difficile depuis des générations, la plupart des industries ayant subi de graves perturbations", a-t-il dit.

Saudi Aramco a annoncé dimanche une chute de 73% de son bénéfice net au deuxième trimestre en raison de la faiblesse des prix du pétrole et de la production. Au cours des trois mois précédents le 30 juin, l'entreprise a affiché un bénéfice net de 6,6 milliards de dollars,

contre 24,7 millions de dollars pour la même période en 2019. Le bénéfice net d'Aramco au cours des six premiers mois de l'année a également chuté de 50%, à 23,2 milliards de dollars, contre 46,9 milliards de dollars pour la même période de l'année dernière.

M. Nasser a déclaré que la firme réduira ses investissements dans les années à venir et qu'en 2021, ils seront "nettement inférieures" aux chiffres annoncés précédemment, insistant sur le fait qu'Aramco ira de l'avant avec des plans visant à augmenter sa capacité de production à 13 millions de barils de pétrole par jour contre 12 actuellement.

La production de l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, a chuté à 7,5 millions de barils par jour contre une production moyenne de 10 millions l'année dernière, après que l'alliance Opep+ a commencé à réduire sa production à un niveau record en mai.

ARGENTINE - PÉTROLE

La compagnie argentine YPF enregistre 1,1 mds de dollars de pertes au 2^e trimestre

La compagnie pétrolière publique argentine YPF a fait état de pertes d'environ 85 milliards de pesos (1,105 milliard de dollars) au cours du deuxième trimestre en raison notamment de la quarantaine instaurée dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Les ventes de naphta se sont contractées de 85% dès l'instauration de la quarantaine le 20 mars dernier avant de rebondir et de se stabiliser autour d'une

baisse de 45%, a précisé YPF dans un communiqué. Conséquence de cette chute des ventes, les revenus de l'entreprise ont fondu pour atteindre 134 milliards de pesos (1,74 milliard de dollars), soit 17% de moins qu'au deuxième trimestre 2019. La production d'hydrocarbures a quant à elle reculé de 9% par rapport au trimestre précédent, précise la compagnie pétrolière, qui note que cette baisse s'inscrit dans une

réduction au niveau mondial liée à l'épidémie de coronavirus. "La production de pétrole au niveau national a chuté d'environ 11% au cours de la même période et la baisse dans le monde a été de plus de 15% entre avril et juin", souligne YPF, qui annonce qu'elle va procéder à une "révision approfondie de sa structure de coûts".

L'économie argentine a été touchée de plein fouet par l'épidémie de coronavirus qui a

aggravé une situation économique déjà tendue marquée par une récession depuis 2018.

Quelque 40% des 44 millions d'habitants vivent actuellement dans la pauvreté.

Au cours des cinq premiers mois de 2020, l'économie argentine s'est notamment contractée de 13,2% et le Fonds monétaire international (FMI) table désormais sur une baisse du PIB de 9,9% pour cette année.

CHINE

Forte hausse des ventes de véhicules en juillet

Les ventes de véhicules à énergie nouvelle (VEN) en Chine ont enregistré une forte croissance en juillet, alors que le plus grand marché de l'automobile du monde poursuit sa reprise, selon l'Association des constructeurs automobiles de Chine (ACAC). Un total de 98.000 véhicules ont été vendus le mois dernier, en hausse de 19,3% en glissement annuel, a indiqué l'ACAC. Durant les sept premiers mois de l'année en cours, 486.000 unités se sont écoulées, soit une baisse de 32,8% sur un an.

D'après les données de l'ACAC, le marché automobile chinois a maintenu sa dynamique de reprise le mois dernier, l'augmentation de la demande et le renforcement des incitations ayant favorisé une croissance positive du marché. Au total, la production automobile a atteint 2,2 millions en juillet, soit une augmentation de 21,9% en glissement annuel, tandis que les ventes se sont établies à 2,1 millions, en hausse de 16,4% sur un an. Le marché automo-

bile chinois, durement touché par l'épidémie de Covid-19, a commencé à se redresser en avril, grâce à une demande stimulée et à des politiques encourageantes, avec une hausse de

4,4% des ventes par rapport à l'année dernière.

Cette croissance a mis fin à une série de contractions au cours des 21 derniers mois, selon l'association chinoise.

CANADA

Le producteur d'or Barrick Gold réalise un bénéfice supérieur aux attentes au 2^T

Le producteur d'or canadien Barrick Gold a annoncé lundi un bénéfice supérieur aux attentes au deuxième trimestre 2020 grâce à une hausse de la demande du métal jaune, valeur-refuge en raison de l'incertitude économique liée à la pandémie. Le deuxième producteur mondial a dégagé un bénéfice net de 357 millions de dollars américains (303 millions d'euros) pour ce trimestre terminé le 30 juin, contre un bénéfice de 194 millions

il y a un an, selon un communiqué du groupe. Hors éléments exceptionnels et ramené à une action, le bénéfice net ajusté est ressorti à 23 cents, nettement au-dessus du consensus des analystes qui tablaient sur moins de 20 cents. Ce bénéfice était de 9 cents à la même période l'an dernier.

Le producteur canadien a tiré profit de la hausse des cours de l'or, qui s'est poursuivie au deuxième trimestre alors que la pandémie

BOURSE

Etats-Unis : Wall Street en ordre dispersé

Wall Street a fini la séance de lundi en ordre dispersé, digérant les nouvelles mesures de relance décrétées par Donald Trump pendant le week-end et suivant de près l'escalade des tensions sino-américaines.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, est monté de 1,30% à 27.791,44 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a reculé de 0,39% à 10.968,36 points.

L'indice élargi S&P 500 s'est lui apprécié de 0,27% à 3.360,47 points, terminant à moins de 30 points de son record de février.

Selon Peter Cardillo de Spartan Capital Securities, le marché "espère que la reprise économique va s'accélérer" grâce aux aides de la Réserve fédérale et du gouvernement américain.

Samedi, Donald Trump a signé quatre décrets, qui prévoient un gel des charges salariales, une allocation chômage prolongée de 400 dollars par semaine, des protections pour les locataires menacés d'expulsion et un report du remboursement des emprunts étudiants.

Ces décisions, prises à moins de trois mois de l'élection présidentielle, risquent toutefois d'être contestées en justice puisque c'est au Congrès que la constitution américaine confère la plupart des décisions budgétaires du pays.

La Maison Blanche et les démocrates pourraient d'ailleurs revenir à la table des négociations pour trouver un compromis sur ces nouvelles mesures d'aide.

Elles ont en tout cas profité lundi aux valeurs cycliques en Bourse, particulièrement sensibles à l'environnement et aux perspectives économiques: Nike (+3,49%), Boeing (+5,52%) et Caterpillar (+5,26%), tous membres du Dow Jones, ont ainsi grimpé.

Ses réajustements se sont faits, selon plusieurs experts, au détriment de grandes valeurs technologiques, dont Amazon (-0,61%), Netflix (-2,29%) ou Facebook (-2,03%).

Le regain de tensions entre les Etats-Unis et la Chine a également retenu l'attention des investisseurs lundi.

Pékin a annoncé des sanctions à l'encontre de 11 responsables américains, dont les sénateurs républicains Marco Rubio et Ted Cruz, en représailles à des mesures similaires de Washington contre des responsables chinois accusés de saper l'autonomie de Hong Kong.

Le ton était déjà monté la semaine dernière avec la menace brandie par Donald Trump d'interdire aux Etats-Unis les populaires applications mobiles chinoises TikTok et WeChat, ce qui avait fait craindre des représailles de Pékin contre des entreprises américaines de la tech.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine montait vers 20H30 GMT à 0,5788% contre 0,5640% vendredi soir.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 32 morts et 1462 blessés en une semaine (Protection civile)

Trente-deux (32) personnes ont trouvé la mort et 1462 autres ont été blessées dans 1182 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 2 août au 8 août à travers le territoire national, selon un bilan rendu public mardi par les services de la protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa, avec trois morts et trente blessés suite à dix-neuf accidents de la route, note la même source.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 611 opérations de sensibilisation portant sur la prévention et la lutte la pandémie de coronavirus Covid-19 ayant couvert les 48 wilayas du pays.

Il a été aussi question de rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Les unités de la Protection civile ont effectué, dans le même cadre, 638 opérations de désinfection générale à travers les 48 wilayas du pays, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, précise le même bilan, ajoutant que ces deux opérations ont vu la mobilisation de 2711 agents de la Protection civile, 444 ambulances et 337 engins d'incendies.

Selon le même bilan, les services de la Protection civile ont enregistré 233 incendies, dont 122 feux de forêts, 38 incendies de maquis, 42 incendies broussailles, 31 incendies de récoltes, ayant détruit 2946 hectares (ha), 4845 ha de maquis, 2289 ha de broussailles, 21800 bottes de foin, 1909 palmiers et 6354 arbres fruitiers.

La même source rappelle que l'intervention rapide et la mobilisation permanente des unités de la Protection civile ont permis de sauver des milliers d'hectares de végétation, ainsi que la protection des citoyens et leurs biens.

JARDINS

Ouargla: le jardin botanique "Ghabet El-Merabtine" de Touggourt, un acquis à valoriser

Le jardin botanique dit "Ghabet El-Merabtine" reste l'un des acquis importants pour les habitants de la wilaya déléguée de Touggourt (Nord d'Ouargla) en quête d'espaces verts et de détente.

Située en plein cœur du grand Touggourt, dans sa partie Sud relevant de la commune de Nezla, Ghabet El-Merabtine, composée notamment d'espaces verts ainsi que de lacs artificiels et de jeux pour enfants, constitue un véritable atout pour la ville de Touggourt, dépourvue d'espaces de loisirs et de détente, selon des citoyens et des acteurs sociaux.

En effet, après une longue période d'hibernation, cet espace environnemental a rouvert ses portes au grand public en 2017, après une large action d'aménagement et de remise en état, ont-ils rappelé.

Une grande affluence de visiteurs, en particulier des familles, a été enregistrée pendant près de deux ans depuis sa réouverture, avant d'être fermé à nouveau.

Selon des responsables locaux du secteur de la Jeunesse et des sports, l'assiette foncière du jardin a été affectée sur décision de wilaya en 2014, via la direction de wilaya de la Jeunesse et des sports, à l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (ANALJ) pour l'exploiter en tant qu'espace de loisirs et de détente, avant que l'agence ne se rende à l'évidence, après finalisation des études concernant le projet de son réaménagement, que le financement était au dessus de ses moyens. Ce qui a amené à confier en 2016 la



charge de la gestion de "Ghabet El-Merabtine" à la commune de Nezla. A ce propos, le Président de l'Assemblée communale populaire (P/ APC) de Nezla, Mohamed Bebbba, a fait savoir que la gestion de cet espace public, un bien relevant du domaine privé de l'Etat, a été accordée en 2016 aux services de l'APC, après avoir bénéficié d'une enveloppe de 94 millions DA pour son réaménagement, puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Cependant, un litige est apparu entre le maître d'ouvrage et l'entreprise chargée du réaménagement, concernant le paiement des redevances de cette dernière, ont affirmé des sources locales.

Les mêmes sources appellent les pouvoirs publics à résoudre cette question et à confier la gestion de ce jardin,

soit à la commune soit à un établissement spécialisé, afin de permettre sa réouverture au plus tôt et permettre son exploitation à la satisfaction des familles, notamment en période de vacances ou en durant les soirées en été, surtout que le Gouvernement a décidé de la réouverture graduelle des espaces de détente et de loisirs au public.

A ce titre, M.

Bebba met en avant l'importance de laisser l'opération de gestion à l'APC de Nezla, en ce qu'elle permet de prendre en charge son entretien et sa gestion.

Rénové, le jardin retrouve sa beauté et sa splendeur

L'action de rénovation, qui traduit la volonté de l'Etat de préserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel de cette région du Sud du pays, permet au jardin, qui abritait

jusqu'au début des années 80 une belle palmeraie et de nombreuses espèces de plantes à fleurs, de retrouver sa beauté et sa splendeur, gravées dans la mémoire des habitants de la ville, notamment l'ancienne génération.

Un groupe de citoyens intéressés par la préservation du patrimoine local a procédé, en 2018, à la replantation de la rose de Touggourt (plantes à fleurs originale de Syrie, ramenée par un des sultans du royaume des Béné-Djellab) au niveau de Ghabet El-Merabtine.

A l'époque coloniale, la rose de Touggourt a été exportée vers la France, avant d'être à l'indépendance délaissée pour cause d'abandon du jardin qui est devenu durant plusieurs années un repaire pour les délinquants.

L'appellation des Merabtine (en arabe dialectale) ou Mourabatine (en arabe littéraire) réfère aux gardes-frontières du Royaume historique des Béné-Djellab (descendants des Mérinides), basé à Touggourt de 1414 à 1854, avant d'être détruit par les autorités coloniales.

Cet espace public, couvrant une superficie de 3,7 hectares, a été au programme d'une récente visite de terrain des autorités de la wilaya afin de s'enquérir de la situation du développement local et de l'état d'avancement de différents projets dans la wilaya.

OUVERTURE DES PLAGES

Ain Témouchent: pari sur les associations pour encadrer les plages

Le secteur du tourisme dans la wilaya d'Ain Témouchent mise sur la coordination avec les associations locales pour encadrer la saison estivale et veiller au respect des mesures de prévention et de sécurité pour lutter contre la propagation du Covid-19.

Le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Hamouda Maameri a indiqué, dans ce sens, qu'en prévision de l'ouverture des plages prévue samedi prochain, des travaux sont en cours en coordination avec les communes côtières pour répartir les espaces sur les plages sous forme de carrés dont chacun est réservé à un nombre d'estivants à ne pas dépasser, afin d'assurer les conditions de distanciation.

Les associations locales activant dans le domaine sont impliquées dans la concrétisation de ce plan d'action visant à assurer le respect des mesures de prévention dans les plages de la wilaya pour parer contre coronavirus à travers la distanciation physique et le port du masque de protection, entre autres, a-t-il souligné.

Parmi les acteurs du mouvement associatif local, figurent les Scouts musulmans algériens (SMA) qui enregistrent une forte présence sur le terrain depuis la déclaration de la pandémie du Covid-19 notamment à travers les campagnes continues de sensibilisation, a cité le directeur du tourisme, insistant sur la coordination des efforts avec eux pour la réussite de la saison estivale 2020, qui intervient dans des circonstances particulières imposées par la pandémie.

M. Maameri a fait savoir que ce protocole de prévention est adopté pour un total des 18 plages autorisées à la baignade sur le littoral d'Ain Témouchent, affirmant que toutes les conditions sont réunies pour un meilleur accueil des estivants qui doivent faire preuve de responsabilité en respectant les mesures de prévention.

Les plages prêtes à accueillir les estivants

Plusieurs communes côtières de la wilaya d'Ain Témouchent ont procédé dernièrement au nettoyage et à l'aménagement des plages pour qu'elles soient prêtes à accueillir les estivants.

Dans ce sens, le président d'APC de Terga, Sid Ahmed El Hakmou a indiqué que ses services ont effectué de



manière périodique plusieurs opérations d'aménagement et de nettoyage de la plage de cette commune afin qu'elle soit prête pour l'ouverture de la saison estivale.

Il a souligné que la décision de wilaya d'interdire la fréquentation des plages, prise par les autorités de wilaya en mai de l'année dans le cadre des mesures préventives contre la propagation de la pandémie du coronavirus, n'a pas constitué un obstacle pour la poursuite des efforts de la commune pour entretenir la plage en organisant de nombreuses opérations de volontariat avec l'implication de la société civile.

Ces actions ont porté, entre autres, sur des travaux de peinture de différents équipements publics qui seront exploités durant la saison estivale, dont le poste de surveillance de la protection civile, la salle de soins, ainsi que sur l'entretien des poteaux d'éclairage public au bord de mer.

Au sujet de la sensibilisation à adopter cette saison, le Président de l'APC de Terga a indiqué que l'Association de protection de l'enfance activant localement et les SMA ont confirmé leur volonté d'œuvrer sur le terrain pour veiller

à l'application des mesures de prévention contre Covid-19.

Pour sa part, la commune de Beni Saf n'a pas été du reste dans la préparation pour l'ouverture des plages prévue le 15 août.

La vice-présidente d'APC de Béni Saf, Zahéra Kalai a affirmé, à ce propos, que toutes les conditions sont réunies à travers les plages du "Puits", de "Rachegoun" et de "Madrid" relevant de cette commune pour accueillir les estivants dans de bonnes auspices.

La même élue a évoqué plusieurs opérations de volontariat concrétisées auparavant pour l'aménagement et le nettoyage de ces plages avec la participation de nombreuses associations locales.

Une vaste opération de nettoyage est programmée cette semaine avec la contribution de secteurs de l'environnement, du tourisme et de l'artisanat, des travaux publics et les services communaux pour peaufiner la préparation. Des responsables ont été désignés pour gérer les trois plages citées et faire respecter les conditions de sécurité et de prévention en coordination avec des acteurs de la société civile et en se concentrant principalement sur un travail de sensibilisation pour le respect de la distanciation physique et le port de masques de protection par les estivants et les baigneurs, a-t-elle fait savoir.

De nombreux commerçants activant sur les plages de Terga et de Beni Saf ont exprimé leur satisfaction quant à la décision de réouverture des plages, trouvant qu'elle porte une lueur d'espoir pour sauver l'activité commerciale principalement liées à la saison estivale.

Toufik, vendeur de fournitures de loisirs et de baignade à Beni Saf a déclaré que cette saison est caractérisée par un chômage forcé à cause de la pandémie du coronavirus suite à la décision de fermeture des plages.

Il estime que la décision d'ouverture des plages représente une bouffée d'oxygène salubre pour le commerce saisonnier dont il subsiste.

Plusieurs gérants de crémeries et de locaux de fast-food à la plage de Terga ont accueilli favorablement la décision d'ouvrir les plages, tout en s'engageant à contribuer à la sensibilisation des estivants pour le respect des mesures de prévention contre la pandémie du Covid-19.

CORÉE DU SUD

Le nombre de touristes étrangers a chuté de 97,5%

Le nombre de touristes étrangers ayant visité la Corée du Sud a chuté de 97,5% en juin dernier en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus sur le secteur du tourisme, selon des données de l'Office du tourisme coréen (KTO).

Le nombre de visiteurs étrangers qui sont entrés en Corée du Sud s'est élevé à seulement 36.943 en juin, contre 1,48 million durant le même mois de l'année précédente, d'après les chiffres publiés lundi par l'office du tourisme.

Le plus grand nombre de touristes provient des Etats-Unis avec 9.717 visiteurs, soit une chute de 90,8% par rapport à la même période de 2019.

Les visiteurs chinois ont totalisé à peine 5.051, soit une dégringolade de 98,9% sur un an, suivis des visiteurs philippins avec 2.981 avec un effondrement de 92,7% par rapport à l'année dernière.

Le nombre de visiteurs sur les six premiers mois de l'année a chuté de 74,7% sur un an à 2,14 millions, selon la même source.

"Toutes les routes reliant la Corée du Sud et la Chine ont été suspendues, à



part une ligne par compagnie aérienne, et l'interdiction de voyage du Japon vers la Corée du Sud est toujours mainte-

nue", a expliqué le KTO. En juin, 48.338 Coréens se sont rendus à l'étranger, soit 98,1% de moins qu'un an plus tôt.

PAYS-BAS

Démantèlement d'un laboratoire de cocaïne dans le nord

La police néerlandaise a annoncé mardi avoir démantelé le plus gros laboratoire de cocaïne découvert dans le pays à ce jour, construit dans un ancien centre d'équitation en zone rurale dans le Nord du pays.

Au moins 17 personnes, en majorité des Colombiens ainsi que trois Néerlandais et un Turc, ont été arrêtés durant cette opération menée ven-

dredi, a déclaré le chef de la police Andre van Rijn. "Il s'agit du plus gros laboratoire de cocaïne jamais découvert aux Pays-Bas", a-t-il ajouté.

Etant donné le nombre de personnes qui y travaillaient, "nous estimons la capacité de production entre 150 et 200 kg de cocaïne par jour", a-t-il expliqué dans un communiqué. Une telle quantité représente une valeur marchande

comprise entre environ 4,5 et six millions d'euros de cocaïne pure. Outre des dizaines de milliers de litres de produits chimiques ainsi que des équipements, la police a saisi 100 kg de cocaïne base.

Elle a également découvert à Apeldoorn (centre) 120 tonnes de "matériel de transport", principalement des vêtements imprégnés de cocaïne destinés à être "lavés"

au laboratoire pour en extraire la drogue.

Les suspects doivent comparaître devant un juge plus tard durant la semaine.

Les Pays-Bas sont considérés comme un point d'entrée majeur en Europe pour la drogue et s'emploient à combattre le trafic, en particulier l'entrée en contrebande de cocaïne par Rotterdam, le plus grand port européen.

SINGAPOUR

Destruction d'un stock d'ivoire massif

Singapour a commencé mardi, à la veille de la Journée mondiale de l'éléphant, à détruire neuf tonnes d'ivoire dans la plus importante opération du genre depuis plusieurs années, ont indiqué l'autorité singapourienne des parcs nationaux.

La destruction de ce stock, parmi lequel figurent les défenses de 300 éléphants d'Afrique, a pour but d'éviter que cet ivoire ne revienne sur le marché et de perturber l'approvisionnement du mar-

ché noir, selon la même source. L'opération est menée par un casseur industriel de roches qui mettra entre trois et cinq jours à détruire ces stocks qui avaient été saisis entre 2014 et 2019, selon une porte-parole de cette autorité.

Les résidus seront ensuite incinérés.

"Cette opération de destruction d'ivoire, la plus importante au monde ces dernières années, illustre la détermination forte de Singapour à combattre le commerce illicite d'espèces sauvages", a

précisé l'autorité. L'essentiel du stock provient de la saisie record, en 2019, de 3,8 tonnes d'ivoire, pour un montant de l'ordre de 17,6 millions de dollars (10,9 millions d'euros).

Le commerce mondial d'ivoire, à de rares exceptions près, a été interdit depuis 1989 après que les populations d'éléphants en Afrique, qui atteignaient plusieurs millions au milieu du 20e siècle, ont chuté jusqu'à environ seulement 600.000 à la fin des années 1980.

AMAZONIE

"Pacte de Leticia" : sept pays amazoniens en réunion d'évaluation mardi

Les gouvernements de sept pays amazoniens se réunissent, mardi, pour faire le point sur les progrès dans le cadre du "Pacte de Leticia", signé en septembre dernier par les présidents de la région pour coordonner la préservation des ressources naturelles dans la zone la plus riche en biodiversité au monde. Lors de la réunion, convoquée par la Colombie et le Pérou, les pays amazoniens articuleront également leurs efforts pour faire face aux défis de la région liés à la pandémie du Covid-19.

"Nous avons continué à travailler avec les pays de la région dans la mise en œuvre du Pacte de Leticia "pour l'Amazonie en vue de renforcer la coopération en matière de protection de cet écosystème stratégique contre la déforestation", a déclaré le ministre colombienne des Affaires

étrangères Claudia Blum, citée dans un communiqué de ce département.

Les présidents de la Colombie, Ivan Duque, et du Pérou, Martín Vizcarra, dirigeront le dialogue des chefs d'Etat durant lequel seront discutés les progrès du "Pacte de Leticia" et les mesures que les pays mettront en œuvre pour faire progresser la conservation et le développement durable en Amazonie.

Le sommet, qui sera organisé en ligne en raison de la pandémie, réunira des représentants de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou, de la Guyane et du Suriname, les sept pays d'Amérique du Sud qui ont signé l'année dernière le pacte dans la ville colombienne de Leticia, capitale du département d'Amazonie.

"Le Pacte de Leticia "est

l'une des stratégies les plus importantes de ces dernières années pour protéger notre biotope amazonien.

Ce pacte rassemble les intérêts de sept nations pour prendre soin et préserver ce grand patrimoine vert de la planète", a affirmé, de son côté, le

ministre colombien de l'environnement, Ricardo Lozano.

Et d'ajouter : "nous nous réunissons à nouveau pour évaluer comment avancer dans la mise en œuvre et dans l'exécution du plan d'action présenté en décembre dernier".

ALLEMAGNE - DROGUE

Les autorités allemandes saisissent 1,5 tonne de cocaïne à Hambourg

Les autorités allemandes ont saisi près d'1,5 tonne de cocaïne dans un conteneur d'expédition dans le port de Hambourg, a indiqué lundi à la presse un porte-parole du bureau d'investigations douanières de ce port d'Allemagne. La drogue, qui était dissimulée entre des sacs de riz, représente une valeur de revente estimée de près de 300 millions d'euros, a rapporté le journal allemand Hamburger Abendblatt.

Ce conteneur provenait du Guyana et était arrivé à Hambourg fin juin. Il devait être transbordé sur un

autre navire à destination de la Pologne. Les autorités allemandes supposent que la cocaïne devait être distribué depuis la Pologne aux gros distributeurs d'Europe.

La plus importante saisie de cocaïne en une seule prise en Allemagne a eu lieu l'année dernière sur un navire porte-conteneurs dans le port de Hambourg, où les autorités douanières allemandes ont découvert 4,5 tonnes de cocaïne.

APS

GUATEMALA

Un dirigeant d'ONG français tué par balle

Le Français Benoit Maria, directeur de l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) au Guatemala, a été tué lundi lors d'une attaque armée dans le nord-est du pays, ont annoncé une organisation de défense des droits de l'homme et la presse locale. "Nous dénonçons le meurtre du défenseur des droits humains Benoit Maria", a écrit sur son compte Twitter l'Unité de protection des défenseurs des droits humains du Guatemala (Udefegua), réclamant une enquête du ministère public.

Selon plusieurs médias locaux, Benoit Maria était au volant d'une camionnette sur une route située près du village indigène de San Antonio Ilotenango, à quelque 85 km au nord-ouest de la capitale Guatemala, lorsqu'il a été tué par balle. Le mobile de cette attaque n'était pas connu dans l'immédiat. Selon Jorge Santos, coordinateur d'Udefegua, Benoit Maria était à la tête d'AVSF et vivait depuis plus de vingt ans au Guatemala où il a notamment apporté son soutien à des projets agricoles en faveur des communautés indigènes mayas Ixil.

Il a également participé à la création en 2011 de l'université d'Ixil, dans le département de Quiché, dédiée au savoir ancestral des peuples autochtones.

AUSTRALIE - ÉPIDÉMIE
L'accès au Territoire du Nord restreint pour les visiteurs australiens

En Australie, le Territoire du Nord demeurera fermé aux visiteurs en provenance des régions du pays touchées par le coronavirus jusqu'en 2022, afin de protéger sa vaste population autochtone, ont annoncé mardi les autorités.

"De stricts contrôles aux frontières demeureront en vigueur durant au moins les 18 prochains mois.

Et nous nous dotons des moyens nécessaires pour y parvenir", a déclaré Michael Gunner, le chef du gouvernement de ce Territoire, sur la chaîne ABC.

La région nord, faiblement peuplée, compte quelque 250.000 habitants dont 30% d'autochtones, selon les chiffres du gouvernement.

Les communautés autochtones sont considérées comme étant particulièrement vulnérables aux maladies comme le Covid-19 en raison de facteurs socio-économiques et culturels qui ont un impact sur l'accès aux soins médicaux et entraînent des problèmes de santé sous-jacents. De nombreuses communautés autochtones habitant dans des zones reculées où les services de santé sont peu nombreux redoutent d'être donc touchés par le Covid-19.

Mettre en place cette mesure exceptionnelle, "c'est ce que je pense devoir faire pour m'assurer que certaines des personnes les plus vulnérables au monde demeurent en sécurité", a expliqué M. Gunner.

Le Territoire du Nord a enregistré peu de cas et aucun décès du coronavirus depuis le début de la pandémie. Actuellement fermé aux visiteurs en provenance de l'Etat de Victoria et de Sydney, identifiés comme des foyers d'infection, M. Gunner a indiqué que cette mesure devrait s'étendre à d'autres régions de l'immense île-continent.

L'Australie, qui a enregistré près de 22.000 cas et 332 décès liés au coronavirus, a également fermé ses frontières internationales pour une durée indéterminée.

S A N T É - A L G É R I E

MISE EN QUARANTAINE Boumerdes: mise en quarantaine de 274 ressortissants algériens rapatriés d'Arabie Saoudite

La Direction de la santé et de la population de Boumerdes a accueilli lundi 274 ressortissants algériens rapatriés d'Arabie Saoudite qui ont été placés en quarantaine à la résidence officielle de l'Institut algérien du pétrole (IAP) au chef-lieu de la wilaya, dans le cadre des mesures préventives de lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus.

Dans une déclaration à la presse, le chargé de la cellule de communication à la Direction de la santé et de la population, Mohamed Barki, a indiqué que 274 citoyens algériens qui étaient bloqués à l'étranger (Arabie Saoudite), sont arrivés lundi aux alentours de 02h00 et transférés à bord de bus publics, à partir de l'aéroport Houari Boumediene vers la résidence officielle de l'IAP à Boumerdes "dans de bonnes conditions".

Ces ressortissants algériens, issus de plusieurs wilayas du pays, rapatriés par les autorités publiques dans le cadre de la prise en charge des ressortissants algériens restés bloqués à l'étranger à cause de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, ont été mis en quarantaine pour une période de sept (7) jours, comme mesure préventive afin de s'assurer de leur non-contamination au virus, ajoute la même source.

Les services concernés de la wilaya ont "mobilisé tous les moyens humains et matériels disponibles" pour assurer l'accompagnement et une meilleure prise en charge des Algériens rapatriés de l'étranger dans la cadre de la mise en œuvre des mesures préventives de lutte contre la propagation de la covid-19, a souligné la même source.

SANTÉ - SOLIDARITÉ Illizi : don d'équipements médicaux à l'hôpital du chef lieu de wilaya



Un don d'équipements et accessoires médicaux a été remis à l'établissement public hospitalier du chef-lieu de wilaya d'Illizi par une entreprise privée opérant à In-Amenas, en signe de solidarité dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, a-t-on appris lundi des responsables de l'entreprise.

Le don a comporté des équipements de salles de réanimation, des appareils de respiration artificielle, un électrocardiogramme, des matelas anti-escarres, des appareils de stérilisation, des appareils de contrôle médical numériques, et d'autres accessoires tels que les lunettes de prévention, les combinaisons et 200 bavettes de type FFP2, a-t-on précisé.

L'entreprise en question (ACOSCO) envisage une opération similaire au profit de l'hôpital de Djanet dans les prochains jours, dans le cadre de ses actions de solidarité, a annoncé à l'APS son directeur général, Miloud Zergat.

L'initiative vise à soutenir les staffs médicaux dans leur lutte contre la pandémie du Covid-19 et à améliorer les conditions de prise en charge sanitaire dans la wilaya d'Illizi, a conclu le responsable.

492 nouveaux cas, 343 guérisons et 10 décès

Quatre cent quatre vingt douze (492) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 343 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr. Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 36 204, dont 492 nouveaux cas, soit 1,1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1 322 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 263 25, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 27 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, moins de dix (10) cas et 21 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 49 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance



et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du res-

pect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des

personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

RÉOUVERTURE DES MOSQUÉES Les fidèles invités au strict respect des mesures sanitaires

Le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi, a appelé, lundi à Alger, les fidèles à respecter scrupuleusement les mesures de prévention sanitaire contre la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus, et ce, en prévision de la réouverture partielle des mosquées à partir de samedi prochain.

Lors d'une visite d'inspection à la Mosquée "El Feth" de Dar el Beïda à Alger, où il s'est enquis des mesures de prévention prises en prévision de la réouverture partielle des mosquées à partir du 15 août, M. Belmehdi a dit "miser sur la conscience des citoyens et leur adhésion aux mesures préventives et organisationnelles prises à travers les mosquées de la République pour aspirer

à une réouverture totale de ces lieux de culte". A cet effet, le ministre a appelé les responsables des commissions des wilayas et les associations supervisant l'organisation de cette réouverture à travailler en vacation pour se faciliter la tâche et concourir à l'aboutissement de cette entreprise.

Cette réouverture concerne les mosquées d'une capacité d'accueil de plus de 1.000 fidèles, soit plus de 4.000 mosquées à travers le pays, a rappelé le ministre, faisant état du lancement de l'opération de désinfection de l'ensemble de ces lieux de culte avec le concours des wakfs, commissions et associations.

Précisant que les mosquées "ne pouvaient être toute rouvertes en même temps", il a demandé aux citoyens de

faire preuve de patience car "toutes les mesures organisationnelles prises sont au service du citoyen et du pays".

Le ministre a rappelé que les commissions locales qui président les wakfs sont mobilisées pour préserver la santé publique, appelant les malades, les personnes âgées et les enfants à faire leurs prières à la maison pour faciliter aux organisateurs la mission de préserver la santé de tous.

Il a également appelé les imams à jouer leurs rôles en matière de prévention pour que la mosquée demeure un modèle.

Plus de 4.000 mosquées à travers le pays ont été désinfectées et un marquage au sol a été prévu pour le respect de la distanciation physique.

UNIVERSITÉ CHADLI BENDJEDID D'EL TARF Mise en place d'un protocole sanitaire de lutte contre le Covid-19

Un protocole sanitaire de prévention et de lutte contre la crise sanitaire due à la pandémie du Covid-19 a été mis en place par l'université Chadli Bendjedid d'El Tarf, dans le cadre de la sécurisation de la reprise des cours pour l'achèvement de l'année universitaire 2019/2020 et la préparation de la rentrée 2020/2021, a indiqué, lundi, à l'APS, le recteur Abdelmalek Bachkhaznadj.

Elaboré en tenant compte de l'évolution sanitaire prévalant dans cette université de l'extrême Nord-est du pays, ce protocole permettra une reprise "sécurisée" des activités universitaires, une clôture de la prochaine rentrée en se basant sur un mode opératoire adapté à la crise sanitaire et l'organisation de la prochaine rentrée universitaire 2020/2021.

Bien "étudiée", cette démarche est basée, a-t-il affirmé, sur une série de points destinés à garantir la reprise des cours tout en assurant un "climat serein et

sans panique" à environ 9.000 étudiants de cette université.

"Selon la même source, il est prévu, entre autres, une plate-forme pédagogique des établissements avec transmission télévisée ou par le biais d'autres supports médiatiques, en sus de la réorganisation de l'enseignement en présentiel par vague d'étudiants et par période bloquée pour réguler le flux des étudiants tout en assurant un maximum de respect des normes sanitaires.

Ainsi, les premiers concernés par la reprise, dès le 23 août courant, sont les docteurs et les étudiants en master 2, a indiqué le même responsable qui a précisé qu'en cas "d'aggravation de la situation sanitaire", l'enseignement et l'évaluation seront assurés à distance.

L'accent a également été mis sur la gestion du temps pédagogique, avec une réduction significative des effectifs et l'espace de la programmation dans les diffé-

rents groupes pour garantir notamment le respect des normes sanitaires.

Il est également préconisé, a ajouté le recteur, la désinfection périodique des locaux pédagogiques et administratifs ainsi que l'interdiction des regroupements et l'obligation du port de masques et la distanciation physique.

D'autres dispositions liées aux conditions d'hébergement, de restauration et de transport des étudiants ont également été prévues dans le cadre de ce protocole, a signalé la même source, faisant état de la mise en place, dans le cadre de l'année universitaire 2020/2021, d'une base de données contenant l'ensemble des enseignements, accessibles en ligne selon des standards pédagogiques ayant trait à l'enseignement à distance.

Des mesures sanitaires particulières ont été, d'autres part, prises au profit des personnels administratifs, techniques et de service appelés à assurer une présence perma-

nente au niveau des établissements universitaires, a assuré M.

Bachkhaznadj qui a fait état de la reprise du personnel administratif, d'entretien et d'hygiène dans le cadre de la préparation des espaces pédagogiques et des conditions d'accueil des étudiants tant à l'université qu'au niveau des résidences universitaires.

Selon le recteur de l'université Chadli Bendjedid, les doctorants et étudiants en master 2 seront les premiers à rejoindre le campus, du 23 au 31 août courant, suivies à partir du 1er septembre prochain des enseignements sous formes intégrées puis du reste des étudiants, répartis en trois vagues.

Tout en signalant que les étudiants seront informés au fur et à mesure des dispositions liées à cette reprise, le recteur a indiqué que la rentrée universitaire 2020/2021 est programmée, quant à elle, à partir du 18 novembre 2020.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

PANDÉMIE DANS LE MONDE Au moins 736.828 décès

La pandémie de coronavirus a engendré au moins 736.828 décès dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un nouveau bilan établi à partir de sources officielles hier.

En outre, plus de 20.122.700 cas d'infection ont été confirmés dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 12.080.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de lundi, 5.035 nouveaux décès et 232.781 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 871 nouveaux morts, le Mexique (705) et le Brésil (703). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 163.465 décès pour 5.094.565 cas recensés, selon le compte de l'université Johns Hopkins.

Au moins 1.670.755 personnes ont été déclarées gué-



riés. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 101.752 morts pour 3.057.470 cas, le Mexique avec 53.003 morts (485.836 cas), le Royaume-Uni avec 46.526 morts (311.641 cas), et l'Inde avec 45.257 morts (2.268.675 cas). Parmi les pays les plus

durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 85 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Royaume-Uni (69), le Pérou (65), l'Espagne (61), et l'Italie (58). La Chine (sans les terri-

toires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 84.712 cas (44 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès et 79.284 guérisons.

L'Amérique Latine et les Caraïbes totalisaient mardi 222.396 décès pour 5.624.261 cas, l'Europe 213.720 décès (3.384.004 cas), les Etats-Unis et le Canada 172.483 décès (5.214.304 cas), l'Asie 73.707 décès (3.556.796 cas), le Moyen-Orient 30.566 décès (1.260.998 cas), l'Afrique 23.592 décès (1.058.701 cas), et l'Océanie 364 décès (23.640 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé.

BRÉSIL

22.048 infections et 703 décès en 24 heures

Le Brésil a enregistré 22.048 nouveaux cas d'infection au nouveau coronavirus (Covid-19) ainsi que 703 décès durant els dernières 24 heures, a annoncé le ministère de la Santé.

A ce jour, le pays compte 3.057.470 cas confirmés, dont 101.752 décès. Le Brésil constitue le deuxième pays le plus touché par le coronavirus au monde après les Etats-Unis.

ETATS-UNIS

Plus de 97.000 enfants testés positifs au COVID-19 au cours de la deuxième quinzaine de juillet

L'Académie américaine de pédiatrie (American Academy of Pediatrics) et l'Association des hôpitaux d'enfants (Children's Hospital Association), ont indiqué que plus de 97.000 enfants américains ont été testés positifs au COVID-19 au cours des deux dernières semaines de juillet.

La recherche a révélé que

97.078 nouveaux cas d'enfants ont été signalés du 16 au 30 juillet, soit une augmentation de 40% des cas d'enfants. Selon le rapport, alors que les enfants ne représentaient que 8,8% de tous les cas dans les Etats déclarant les cas par âge, plus de 338.000 enfants ont été testés positifs au COVID-19 depuis le début de la pandémie.

Le taux global est de 447 cas pour 100.000 enfants dans la population américaine. Toujours d'après le rapport, les enfants représentaient entre 3% et 11,3% du total des tests d'Etats, et entre 3,6% et 18,4% des enfants testés se sont révélés positifs. "A l'heure actuelle, il semble que les maladies graves dues au

COVID-19 soient rares chez les enfants. Cependant, les Etats devraient continuer à fournir des bilans détaillés sur les cas de COVID-19, les tests, les hospitalisations et la mortalité par âge afin que les effets du COVID-19 sur la santé des enfants puissent continuer à être documentés et surveillés", indique enfin le rapport.

ESPAGNE - CORONAVIRUS

L'Espagne reconnaît ne pas contrôler "parfaitement" la contagion

Les autorités sanitaires espagnoles ont reconnu lundi qu'elles ne parvenaient pas à contrôler "parfaitement" la contagion du nouveau coronavirus alors que l'Espagne a enregistré en deux semaines la plus forte progression de cas détectés parmi les grands pays d'Europe occidentale.

Le nombre de morts a sensiblement augmenté avec 65 décès recensés au cours des sept derniers jours, dont plus de la moitié en Aragon, région du nord-est du pays, d'après le bilan du ministère de la santé publié lundi. L'Espagne connaît une transmission communautaire (c'est-à-dire qu'on ne peut remonter à l'origine du cas) "qui n'est pas parfaitement contrôlée mais qui s'atténue progressivement", a évalué lundi l'épidémiologiste en chef du ministère de la Santé, Fernando Simon.

Le nombre de porteurs du nouveau

coronavirus diagnostiqués a augmenté de près de 60% au cours des sept derniers jours dans le pays, d'après un calcul médiatique effectué à partir de données officielles. La moyenne s'est élevée à 90 pour 100.000 habitants ces deux dernières semaines, alors que le chiffre est de 27 en France, 17 au Royaume-Uni, 13 en Allemagne et 7 en Italie, le pays d'Europe où la pandémie s'était d'abord déclarée.

Les régions les plus touchées sont la Catalogne (nord-est) et l'Aragon voisin, cette dernière région étant la plus préoccupante avec le plus fort taux de cas du pays, 240 pour 100.000 habitants.

Toutefois, la Catalogne "est déjà dans une phase de contrôle" tandis que le nombre de cas en Aragon "se stabilise dans une grande partie du territoire", a assuré le Dr Simon. Ces regains de contagion ont

amené ces deux régions à décréter des confinements partiels. La Catalogne a lancé une campagne de tests intensifs dans certaines des zones les plus touchées. L'Aragon, lui, se prépare à envoyer la police vérifier si les personnes contrôlées positives respectent bien la quarantaine qui leur est imposée. L'Espagne avait vécu un confinement strict de la mi-mars au 21 juin, mais le gouvernement écarte la possibilité de réinstaurer cet état d'exception.

Le pays reste l'un des plus frappés par la pandémie en Europe avec au total 322.980 cas et 28.576 décès recensés lundi.

De plus en plus de pays européens imposent une quarantaine aux voyageurs revenant d'Espagne, tandis que d'autres comme la France et la Belgique ont déconseillé de voyager dans les régions les plus à risque de ce pays touristique.

CORONAVIRUS - VACCINS

OMS: "plus de 100 milliards de dollars seront nécessaires pour garantir l'accès aux vaccins"

Plus de 100 milliards de dollars seront nécessaires pour garantir l'accès de tous à des vaccins contre la Covid-19, a affirmé lundi le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus.

S'exprimant lors d'une conférence de presse virtuelle depuis Genève (Suisse), Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré : "Cela semble être une grosse somme d'argent, et ça l'est. Mais elle est relativement faible en

comparaison avec les 10.000 milliards de dollars qui ont déjà été investis à ce jour par les pays du G20 pour donner un coup de pouce fiscal afin de gérer les conséquences de la pandémie de Covid-19".

Il a confié aux journalistes que les trois prochains mois offriraient "une fenêtre d'opportunités essentielle pour faire progresser le travail de l'Accélérateur ACT, une collaboration mondiale soutenue par l'OMS qui vise à accélérer le développement, la production et

l'accès équitable aux tests de dépistage du Covid-19, aux traitements et aux vaccins". Cependant, il a averti que "pour exploiter cette fenêtre, nous devons fondamentalement faire évoluer la manière dont nous finançons l'Accélérateur ACT et donner la priorité à l'usage de nouveaux outils".

Selon le chef de l'OMS, il existe un grand écart mondial entre l'ambition de l'Accélérateur ACT et le montant des financements promis. "Nous ne sommes qu'à 10% des

milliards nécessaires pour concrétiser la promesse de l'Accélérateur ACT", a-t-il déploré.

Faisant observer que le nombre de cas de Covid-19 enregistrés atteindrait cette semaine les 20 millions avec 750.000 décès, il a souligné que "derrière ces statistiques, il y a beaucoup de douleur et de souffrance".

"Les dirigeants doivent agir davantage et les citoyens doivent respecter les nouvelles mesures", a-t-il conclu.

APB

CORONAVIRUS - VACCIN Poutine: "la Russie a développé le premier vaccin"

La Russie a développé le premier vaccin contre le nouveau coronavirus (Covid-19), a affirmé mardi le président russe lors d'une vidéo-conférence, assurant qu'il donnait une "immunité durable".

"Ce matin, pour la première fois au monde, un vaccin contre le nouveau coronavirus a été enregistré", a dit Vladimir Poutine, en ajoutant : "je sais qu'il est assez efficace, qu'il donne une immunité durable". Le président a même affirmé qu'une de ses filles s'était fait inoculer le vaccin.

"Elle a participé à l'expérience", a-t-il indiqué, affirmant qu'elle avait eu un peu de température "et c'est tout". Ce vaccin sera mis en circulation le 1er janvier 2021, selon le registre national des médicaments du ministère de la Santé, consulté par les agences de presse russes.

La Russie avait annoncé ces dernières semaines la production prochaine de milliers de doses de vaccins contre le nouveau coronavirus et "plusieurs millions" dès le début de l'année prochaine. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avait plaidé pour le respect des protocoles et réglementations en vigueur dans le développement d'un vaccin anti Covid-19.

La Russie travaille depuis des mois, comme de nombreux autres pays dans le monde, sur plusieurs projets de vaccins contre le Covid-19.

Le vaccin mis au point par le centre russe Gamaleïa l'est en collaboration avec le ministère de la Défense.

CHINE - CORONAVIRUS L'Indonésie commence à tester un vaccin chinois

L'Indonésie a commencé mardi à tester sur 1.600 volontaires le vaccin chinois contre le coronavirus mis au point par le laboratoire Sinovac Biotech. Appelé Coronavac, il fait partie des rares vaccins à être en phase III, la dernière étape des essais cliniques avant l'homologation.

Ce vaccin est déjà actuellement testé auprès de 9.000 volontaires au Brésil, le deuxième pays le plus touché au monde par la pandémie de coronavirus, après les Etats-Unis.

L'Indonésie, qui est le quatrième pays le plus peuplé de la planète, fait face à une hausse du nombre de cas de Covid-19 qui a déjà contaminé plus de 127.000 personnes et fait plus de 5.700 morts.

L'ampleur de l'épidémie pourrait cependant être bien supérieure, le taux de dépistage étant faible dans ce pays d'Asie du Sud-Est.

Le gouverneur de la province de Java occidentale, la plus peuplée d'Indonésie, fait partie des quelque 1.620 personnes qui doivent prendre part à ces essais cliniques prévus pour durer jusqu'au mois de février.

Si, à l'issue de ces tests, le vaccin se révèle sans danger et efficace, les autorités indonésiennes ont prévu de produire jusqu'à 250.000 millions de doses pour ce vaste archipel qui compte près de 270 millions d'habitants.

Mardi, le président indonésien Joko Widodo s'est rendu dans une usine de la ville de Bandung, située au centre de l'île de Java, gérée par la société pharmaceutique détenue par l'Etat Bio Farma et dans laquelle la production du vaccin devrait débuter.

"Une fois encore, je tiens à souligner que la menace du Covid-19 ne prendra pas fin tant que tous les Indonésiens ne seront pas vaccinés", a déclaré M.Widodo, avant de débiter sa visite.

CÉSARIENNES PLUS RISQUÉES QU'UN ACCOUCHEMENT PAR VOIE BASSE ?

Les femmes de plus de 35 ans auraient plus de risques de faire une hémorragie suite à une césarienne.

Selon une étude de l'Inserm, les accouchements par césarienne présenteraient plus de risques pour les femmes. Elles provoqueraient plus couramment des hémorragies post-partum, par rapport aux accouchements par voie basse. Ce sont surtout les femmes de 35 ans et plus qui sont concernées. Le but de cette étude vise à orienter les médecins vers le bon choix d'accouchement pour les femmes, notamment les mères plus âgées.

Depuis une vingtaine d'années, les accouchements par césarienne ont beaucoup augmenté à travers le monde, révèle le rapport Euro-Peristat sur la santé périnatale en France et en Europe en 2015. En France, un enfant sur cinq naît d'une césarienne. Cela dit, c'est un des taux les plus bas d'Europe.

HÉMORRAGIES : LA FAUTE DES CÉSARIENNES OU DU CONTEXTE MÉDICAL ?

L'accouchement par césarienne est souvent associé à des pathologies graves telles que des hémorragies massives, des infections, des embolies pulmonaires... Cela dit, le taux reste faible : il s'agit de 1,5% des accouchements. Cette étude s'est intéressée à la question suivante : est-ce l'acte chirurgical qui provoque ces complications maternelles graves, ou est-ce lié à des pathologies, ou contextes cliniques ayant mené à ce type d'accouchement ?

Pour y répondre, les chercheurs ont repris les résultats d'une autre étude menée dans 6 régions françaises, sur 1444 femmes



ayant eu ce type de complications, et 3464 femmes n'ayant eu aucune complication. Ils ont étudié l'état de santé des femmes avant l'accouchement, afin de comprendre si les complications étaient dues à l'acte en lui-même ou au contexte médical de la patiente.

LES FEMMES DE 35 ANS PLUS EXPOSÉES AUX HÉMORRAGIES

Le résultat de l'étude souligne que le risque de complications graves était multiplié par 1,8 pour les femmes ayant subi une césarienne, et triplé (par rapport au taux de

1,5%) pour les femmes de plus de 35 ans.

L'hypothèse des chercheurs, à propos du sur risque hémorragique après 35 ans, est que l'utérus perd en capacité à se contracter après la naissance, et a donc plus de mal à stopper le saignement.

LA CÉSARIENNE AUGMENTE LES RISQUES POUR LA SANTÉ

Les accouchements par césarienne ont un impact sur la santé des mères et des enfants. Les accouchements par césarienne sont associés à une diminution du risque d'incontinence urinaire et de prolapsus pelvien, mais à un risque accru de fausse couche lors de futures grossesses, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue en ligne PLoS Medicine. Ils nuisent aussi à la santé de l'enfant.

Les chercheurs de l'Université d'Edimbourg au Royaume-Uni ont réalisé une méta-analyse de 79 études (29 928 274 participants au total) sur les risques et avantages à long terme associés à la césarienne.

Les résultats ont montré que comparativement aux accouchements par voies naturelles, les accouchements par césarienne étaient associés à une diminution du risque d'incontinence urinaire et de

prolapsus pelvien (descente d'organes). Mais, les enfants accouchés par césarienne présentaient un risque accru d'asthme jusqu'à 2 ans et de diabète jusqu'à 5 ans. La grossesse après l'accouchement par césarienne était associée à un risque accru de fausse couche (2 060/9 106 antécédents de césarienne contre 12 663 132 266 accouchements par voie basse). Étant donné que les résultats étaient

principalement fondés sur des données d'observation, la causalité ne peut être déduite et les résultats doivent être interprétés avec prudence.

"Cette information devrait aider à éclairer les discussions sur le mode d'accouchement, et peut faciliter la planification avec une décision partagée", a expliqué Sarah Stock du Centre de santé reproductive du CRM à l'Université d'Edimbourg.

LA CÉSARIENNE ACCUSÉE D'AUGMENTER LE RISQUE D'AUTISME

Selon une nouvelle étude irlandaise, l'accouchement par césarienne augmenterait le risque d'autisme chez l'enfant. Un lien de causalité statistique qui rappelle que le recours à la césarienne est trop fréquent.

Les enfants nés par césarienne ont plus de risque de devenir autistes, telle est la conclusion d'une nouvelle étude scientifique irlandaise publiée dans le journal of Child Psychology and Psychiatry.

L'équipe de l'University College Cork a passé en revue les statistiques de plusieurs pays, dont les États-Unis, l'Australie, le Canada et la Suède, avant de constater que l'accouchement par césarienne augmentait le risque d'autisme de 23% en moyenne.

Pour autant, le Professeur Louise Kenny, gynécologue-obstétricienne co-

auteure de l'étude, a tenu à nuancer ces résultats : « Que les parents se rassurent, le risque global d'un enfant de développer un TSA (trouble du spectre autistique) est très faible, et la césarienne est en général une procédure très sécuritaire, qui, lorsqu'elle est médicalement indiquée, peut sauver la vie. »

DES CÉSARIENNES TROP FRÉQUENTES ?

Eileen Curran, auteure principale de l'étude, a précisé que le lien entre le type d'accouchement et le développement psychologique de l'enfant demeure complexe.

« Lorsqu'on voit l'augmentation du nombre de césariennes dans le monde, ces données méritent des études supplémentaires, menées sur de plus larges po-

pulations, afin de réduire les facteurs aggravants potentiels, et d'explorer les mécanismes de causalité. »

Si le lien entre césarienne et autisme n'est pas encore clairement établi, l'étude souligne les risques potentiels de ce type d'accouchement. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, seuls 10 à 15% des accouchements devraient se faire par césarienne. Hors en France, 28% des césariennes pourraient être évitées, d'après une étude de l'Inserm publiée en août 2014. En Irlande, ce sont plus d'un tiers des bébés qui naissent par césarienne. Si la césarienne paraît être la meilleure option pour la santé de la mère et du bébé à court terme, elle pourrait bien mener à des conséquences sociales et psychologiques importantes chez l'enfant sur le long terme.



La césarienne favoriserait l'obésité

Le mode d'accouchement pourrait être un facteur de risque d'obésité. En effet, une nouvelle étude démontre que la césarienne favoriserait le surpoids à 5 ans des bébés.

Les femmes en surpoids qui accouchent par césarienne ont un risque élevé de faire naître un bébé obèse à 5 ans, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *American Journal of Human Biology*.

Les chercheurs de l'Université Purdue aux États-Unis ont suivi 57 mères Mayas et leurs 108 enfants nés entre 2007 et 2014, pour comprendre l'impact du mode de naissance sur la croissance et l'IMC (indice de Masse Corporelle) durant la petite enfance. Lors de l'étude, environ 20% de ces naissances se sont déroulées par césarienne.

Aucun des enfants n'était considéré comme obèse selon les normes de référence de l'Organisation mondiale de la santé, et seulement 5% d'entre eux étaient en surpoids. En revanche il existait des différences notables dans les tailles des petits, ce qui pouvait donner à penser que le type d'accouchement pouvait jouer un rôle dans le développement des enfants.

À poids égal à la naissance, un enfant né d'une mère à IMC élevé par voie vaginale, pesait en moyenne 15,5 kg à 5 ans. En revanche, ceux nés par césarienne, affichaient un poids de 17 kg, près de 10 pour cent de plus.

«La taille de la mère et le type d'accouchement prédisent les modes de croissance de l'enfant à 5 ans», explique Amanda Veille, professeure adjointe d'anthropologie biologique et auteure de l'étude. «D'autant plus que la population maya n'est pas touchée par des facteurs de risque de l'obésité tels que des aliments sucrés trop riches en matière grasse et la sédentarité».

LE MICROBIOME INTESTINAL IMPLIQUÉ DANS CE PROCESSUS ?

Les scientifiques ont aussi cherché à comprendre si les enfants nés par césarienne étaient exposés, comme les bébés nés par voie basse, aux bactéries des microbiomes.

En effet, les chercheurs ont émis l'hypothèse que les enfants sont exposés à des bactéries de stimulation immunitaire de la mère dans un accouchement par voie vaginale et qu'ils ne le sont pas lorsqu'ils sont nés par césarienne. Ces bactéries vont coloniser l'intestin du nourrisson, et jouer un rôle important dans le développement de la fonction immunitaire et le métabolisme. Une mauvaise colonisation du microbiome intestinal pourrait contribuer à l'obésité et ses maladies associées.

ALLAITER APRÈS UNE CÉSARIENNE : CE QU'IL FAUT SAVOIR

Après un accouchement par césarienne, il est tout à fait possible d'allaiter, même si la mise en route est parfois un peu plus laborieuse. Nos conseils pour réussir votre projet d'allaitement avec Christel Niquille et Karima Peyronie, co-auteurs de *Mon allaitement comme je le veux !*

Après une césarienne, la fatigue et la douleur physique que vous ressentez au moindre mouvement peuvent interférer dans la mise au sein de votre bébé. Quant à votre bébé, qui a été "tiré" sous le menton ou derrière la nuque pour être extrait de votre utérus, il peut souffrir de difficultés pour ouvrir grand la bouche et étirer correctement la langue.

Pour mener à bien votre projet d'allaitement, vous aurez besoin de soutien mais "Allaiter, yes you can" clament en chœur Christel Niquille et Karima Peyronie, co-auteurs de *Mon allaitement comme je le veux*, aux éditions Leduc.S Pratique.

Un contact peau-à-peau précoce

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'a encore rappelé récemment : rien ne vaut un contact peau à peau précoce et prolongé pour mettre en place un allaitement prolongé. Ce peau-à-peau a longtemps été refusé aux mamans "césariennes" à cause du temps nécessaire au réveil après une anesthésie générale.

Fort heureusement, la plupart des césariennes se font désormais plutôt sous péridurale : non seulement vous êtes consciente, mais comme vous n'êtes pas encore gênée par la douleur, vous pouvez garder votre bébé nu, à plat ventre, contre vous sans crainte. "Que la césarienne soit programmée ou pas, il peut être judicieux de parler du protocole de l'allaitement compatible avec la césarienne, en amont de la naissance" soulignent Christel Niquille et Karima Peyronie.

Une approche douce et bienveillante de l'équipe soignante (ce qui est le cas dans les maternités Amies des bébés) est en



effet la clé du succès. "Combien de femmes césariennes décident d'arrêter leur allaitement car elles n'ont pas trouvé le dispositif rassurant autour d'elles ?"

Trouvez une position confortable

La douleur post-césarienne, la sonde urinaire qui peut empêcher de s'asseoir, ainsi que les tranchées (les spasmes post-accouchement de l'utérus) ressenties plus violemment lors des tétées, sont autant de facteurs qui peuvent vous empêcher d'être suffisamment sereine pour allaiter. Mais certaines positions peuvent faire la différence.

La position latérale : allongée sur le côté, installez un coussin pour caler le dos et un autre entre les genoux, pour éliminer toute tension. Placez votre bébé sur le côté face à vous, ventre contre ventre. Un 3e coussin (ou une serviette pliée) peut être utilisé

pour protéger la cicatrice de coups de pied intempêtes ! La tête de votre bébé est dans le creux de votre coude, sa bouche au niveau du sein, ce qui permet une bonne succion de l'aréole (et non du mamelon).

La position assise : demandez à votre conjoint (ou une infirmière) de relever le lit au maximum afin de ne pas ressentir la douleur due à une mauvaise position d'allaitement. Placez des oreillers sous vos genoux, votre bras et sur votre ventre avant de mettre votre bébé au sein.

La césarienne peut freiner la lactation

Il est vrai que la césarienne ne favorise pas l'installation d'un allaitement dans les meilleures conditions. Dans le cas d'une césarienne programmée, la maman accouche avant même d'avoir eu les premières

contractions, ce qui bloque la sécrétion de prolactine; nécessaire à la lactation.

"Et dans le cas d'une césarienne réalisée en urgence, souvent après des heures de travail, la maman va libérer une grande dose d'adrénaline, qui bloque aussi l'ocytocine, nécessaire pour produire du lait" soulignent les auteurs.

Si votre bébé tête peu ou mal, commencez à extraire votre lait rapidement (dans les 6 heures qui suivent votre accouchement). Par la suite, vous le tirez toutes les 2 heures pour favoriser la montée de lait et prévenir l'engorgement. Votre bébé pourra ainsi être nourri tôt et souvent, avec votre lait, ce qui lui évitera une chute de poids importante et le recours à du lait artificiel en complément. Vous lui laissez ainsi le temps de devenir "actif" au sein.

UN ALLAITEMENT RÉDUIT LA DOULEUR CHRONIQUE POST CÉSARIENNE

Après une césarienne, les mamans devaient allaiter leur bébé deux mois ou plus. Nourrir son enfant ainsi permettrait de réduire les douleurs chroniques dues à l'opération.

Les mamans qui ont allaité pendant au moins 2 mois leur enfant après une césarienne étaient 3 fois moins susceptibles de subir une douleur chronique que celles qui ont stoppé l'allaitement au bout de 2 mois, selon les résultats d'une étude présentée le week-end dernier à Genève lors du congrès Euroanaesthesia 2017.

Les chercheurs de l'hôpital universitaire Nuestra Señora de Valme en Espagne ont mené une étude avec 185 mères ayant accouché par césarienne à l'hôpital entre janvier 2015 et

décembre 2016. Ils les ont interrogées sur l'allaitement et leur degré de douleur chronique sur la zone opérée, au cours des premières 24 et 72 heures après l'opération, puis quatre mois plus tard. Les chercheurs ont également examiné l'effet d'autres variables sur la douleur chronique, comme la technique chirurgicale, la douleur dans les premières 24 à 72 heures, l'éducation et la profession ainsi que l'anxiété pendant l'allaitement maternel.

Presque toutes (87%) les mères de l'étude ont allaité leurs bébés, avec plus de la moitié (58%) déclarant le faire pendant plus de deux mois. Les résultats ont révélé qu'un quart (23%) des mères qui ont nourri leur bébé au sein pendant deux mois ou moins subissait une douleur

chronique post césarienne pour seulement 8% de celles qui ont allaités plus de 2 mois.

Ces recherches ont aussi montré que la moitié (54%) des mères allaitantes ont déclaré souffrir d'anxiété due aux douleurs post-césariennes chroniques.

«Ces résultats préliminaires suggèrent que l'allaitement maternel pendant plus de 2 mois protège contre la douleur post-césarienne chronique, avec une augmentation de trois fois du risque de douleur chronique si l'allaitement n'est maintenu que pendant 2 mois ou moins. Notre étude fournit une autre raison pour encourager les femmes à allaiter », a expliqué le Dr Carmen Alicia Vargas Berenjano, auteure de l'étude.

MALI

Un gendarme et un gardien de prison tués dans deux attaques dans le centre du pays

Un gendarme et un surveillant de prison ont été tués dans la nuit de lundi à mardi dans deux attaques distinctes contre une prison et une gendarmerie dans le centre du Mali, a-t-on indiqué mardi de source judiciaire citée par les médias.

"Il y a eu une attaque d'un groupe armé dans la nuit du 10 au 11 août à Kimparana. La brigade de gendarmerie et la prison ont été ciblées. Bilan: deux morts, un gendarme et un surveillant de prison", a annoncé mardi Dramane Diarra, procureur du tribunal de Grande instance de Koutiala.

Kimparana, qui dépend juridiquement de Koutiala, est une localité située dans le cercle de San, dans la région de Ségou (centre). La brigade de gendarmerie de Kimparana a été "incendiée", a dit le procureur Diarra.

"Cinq détenus se sont évadés" lors de l'attaque de la prison, a-t-il ajouté, sans plus de détails sur cette attaque. "Le calme est revenu. Les militaires maliens (sont) là en masse. Nous souhaitons qu'ils nous sécurisent plus", a affirmé mardi un notable de Kimparana.

BURKINA

Plus deux millions de nouveaux électeurs inscrits pour les scrutins législatif et présidentiel

Plus de deux millions de nouveaux électeurs burkinabè se sont inscrits sur les listes électorales entre janvier et juillet, ce qui pourrait porter à 7,8 millions le nombre total d'électeurs pour les scrutins législatif et présidentiel de novembre, a annoncé lundi la commission électorale.

L'opération de révision des listes électorales menée entre le 4 janvier et le 17 juillet a permis d'enregistrer "2.376.100 nouveaux enrôlés" dont "23.443 à l'étranger", qui pourront participer pour la première fois au vote de la diaspora, a déclaré le président de la commission électorale nationale indépendante (Céni), Newton Ahmed Barry, lors d'une conférence de presse.

"On a un électeur sur deux enrôlé.

C'est la première fois dans l'histoire de la Céni qu'une révision du fichier électoral donne ces chiffres, en plus dans un contexte difficile comme celui là", marqué par les attaques terroristes qui touchent le pays depuis 2016, a-t-il indiqué.

Sur les 351 communes que compte le pays, seulement 22 -réparties dans huit provinces et cinq régions- n'ont pas été couvertes par l'enrôlement en raison de la menace sécuritaire liée aux attaques armées qui visent le pays depuis 2016, a regretté M. Barry, précisant que le potentiel électoral attendu dans ces communes étaient de 166.885 électeurs. Ces chiffres devront être consolidés après les contentieux sur les listes électorales et additionnés aux quelques 5 517 015 électeurs inscrits pour les scrutins de 2015.

Pays de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso, qui organise des élections législatives et présidentielles le 22 novembre, est confronté à des violences politiques entremêlées à des conflits intercommunautaires, qui ont fait depuis 2015 au moins 1.100 morts et contraint près d'un million de personnes à fuir leurs foyers.

Candidat à sa propre succession, le président Roch Marc Christian Kaboré, investi par son parti le mouvement du peuple pour le progrès (MPP) devra être opposé d'anciens camarades comme le chef de file de l'opposition burkinabè Zéphirin Diabré, l'ex-Premier ministre Kadré Désiré Ouédraogo, ou encore Eddie Komboïgo, le président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), l'ex-parti de Blaise Compaoré.

APR

EGYPTE - PALESTINE

Réouverture du point de passage de Rafah avec la Bande de Ghaza

Les autorités égyptiennes ont rouvert, mardi, le point de passage de Rafah avec la bande de Ghaza afin de permettre à quelques centaines de Palestiniens de rentrer chez eux, ont annoncé les autorités de Ghaza.

La réouverture du passage de Rafah, pendant trois jours, est la première depuis cinq mois.

Le point de passage de Rafah avait été fermé par précaution à la mi-mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus.

Les ministères de l'Intérieur et de la Santé à Ghaza ont précisé que "tous ceux qui passeront par Rafah devront ensuite passer 21 jours de quarantaine dans trois centres" installés dans la Bande de Ghaza.



TUNISIE

Mechichi promet un gouvernement de "compétences indépendantes"

Le chef du gouvernement tunisien désigné, Hichem Mechichi, a promis lundi de former un gouvernement "de compétences entièrement indépendantes" dont les membres répondront aux "critères d'efficacité, de promptitude et d'intégrité", rapporte l'agence de presse tunisienne TAP.

Lors d'un point de presse à Dar Dhiafa à Carthage, M. Mechichi a jugé "impossible de constituer un gouvernement regroupant toute la classe politique à la lumière du climat de tension" qui règne dans son pays.

"L'instabilité politique constatée, ces dernières années en Tunisie et la crise économique, outre les différends entre les protagonistes politiques, requièrent la formation d'un gouver-

nement d'action économique et sociale, dont le citoyen sera au premier rang de ses priorités", a-t-il lancé.

D'après Mechichi, les groupes parlementaires et les experts ont été "unanimes à souligner la gravité de la crise" actuelle en Tunisie.

Il a, à ce propos, cité un "taux de croissance négatif de 6,5%, une dette publique de 86% du produit intérieur brut (PIB) et un taux de chômage qui attendrait les 19% à fin 2020".

"Le citoyen com mence à perdre la confiance en la capacité de l'élite politique à présenter des solutions urgentes", a-t-il soutenu.

Dans le même sillage, M. Mechichi a affirmé la poursuite des "rencontres et des concertations avec les partis

politiques sur les approches et les priorités politiques" du gouvernement "dans la mesure, a-t-il dit, où la réalisation des objectifs est largement tributaire du soutien des partis et du parlement". Il a enfin indiqué que "son gouvernement s'emploiera à mettre un terme à l'hémorragie des finances publiques à travers la rationalisation des dépenses, à préserver les acquis du secteur public, et des entreprises publiques, à moderniser le système de gouvernance, à promouvoir le climat des investissements, à mettre fin à la dégradation du pouvoir d'achat du citoyen, à travers la mise en œuvre des mécanismes de maîtrise des prix et la prise en charge des catégories vulnérables".

SAHEL

L'UE réitère son soutien aux efforts de lutte contre le terrorisme dans la région

L'Union européenne (UE) a condamné les attaques terroristes meurtrières perpétrées récemment dans des pays du Sahel, réitérant son soutien aux efforts de lutte contre le terrorisme dans la région.

"Plusieurs attaques ont endeuillé récemment le Ni-

ger, le Burkina Faso et le Cameroun. Elles ont ciblé tantôt des populations civiles, tantôt des travailleurs humanitaires. Ces attaques brutales nous rappellent que le terrorisme n'épargne personne", a déploré l'UE dans une déclaration faite par son porte-parole. "L'Union eu-

ropéenne ne cessera jamais de condamner ces attaques lâches et barbares", a souligné le porte-parole, ajoutant que "rien ne nous fera baisser les bras dans notre volonté d'aider le Sahel à affronter les différents défis auxquels la région fait face". L'UE a, en outre, fait part

de sa détermination à "poursuivre ses efforts, aux côtés de ses partenaires sahéliens, en faveur du rétablissement de la sécurité et des services de l'Etat, de l'action humanitaire et de développement, notamment dans le cadre de la Coalition pour le Sahel".

NIGER

"L'état d'urgence" élargi à Kouré après l'assassinat des humanitaires

Les autorités nigériennes ont décidé lundi de "l'élargissement de l'état d'urgence" à la localité de Kouré, au sud-ouest du Niger, théâtre d'une attaque dimanche au cours de laquelle huit personnes dont six humanitaires français ont été tuées.

L'état d'urgence accorde des pouvoirs supplémentaires aux forces de sécurité, dont celui "d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit", selon les autorités nigériennes.

Cet élargissement a été décidé à l'issue d'un Conseil national de sécurité (CNS) "extraordinaire" qui a été présidé par le président nigérien Mahamadou Issoufou, selon la télévision publique. Le conseil a décidé

de "l'élargissement de l'état d'urgence" à deux préfectures qui n'étaient pas jusqu'ici concernées par cette mesure imposée il y a trois ans à la région de Tillabéri, une vaste zone riveraine des "trois frontières" entre Niger, Burkina Faso et Mali, devenue un repaire des terroristes sahéliens, dont l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

Parmi ces préfectures figure celle de Kollo qui administre la localité de Kouré, une zone très boisée où vivent les dernières girafes d'Afrique de l'Ouest, à 70 km de Niamey.

L'état d'urgence est déjà en vigueur dans la région de Diffa (sud-est) proche du Nigeria théâtre d'attaques récurrentes de Boko Haram et l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (IS-

WAP), issu d'une scission de Boko Haram.

Le conseil a également annoncé la "suspension" à l'accès au site des girafes pour que "les investigations qui se déroulent actuellement se poursuivent en toute sérénité", a expliqué le ministre nigérien de l'Intérieur, Alkache Alhadda à la télévision.

Les six Français, leur guide et leur chauffeur dont la plupart sont des employés de l'ONG Acted, ont été abattus par des hommes armés à motos lors d'une excursion touristique dans la localité de Kouré.

L'attaque, dénoncée comme "terroriste" par Niamey et Paris, est la première ayant visé des Français dans ce secteur.

LIBAN

Le Premier ministre annonce la démission du gouvernement

Le Premier ministre libanais Hassan Diab a annoncé lundi la démission de son gouvernement, à la suite du "séisme" provoqué par l'explosion meurtrière au port de Beyrouth.

"Aujourd'hui, j'annonce la démission de ce gouvernement", a dit M. Diab dans un discours télévisé adressé aux Libanais. M. Diab, à la tête du gouvernement depuis près de sept mois, a tenu une réunion lundi après-midi, au cours de laquelle "la plupart des ministres étaient en faveur d'une démission" du cabinet, a déclaré Vartine Ohanian, ministre de la Jeunesse et des Sports.

Quatre membres de l'équipe ont déjà annoncé leur démission depuis dimanche, à la suite de la terrible explosion du 4 août, due à un énorme dépôt de nitrate d'ammonium, qui a fait au moins 160 morts et relancé la contestation populaire.

Face à l'ampleur du drame et la colère de la population, le ministre



des Finances Ghazi Wazni a annoncé sa décision lundi, juste après celle de la ministre de la Justice Marie-Claude Najm.

La ministre de l'Infor-

mation Manal Abdel-Samad et le ministre de l'Environnement Damianos Kattar avaient quitté la porte dimanche.

Le mouvement de pro-

testation populaire, lancé en octobre dernier, réclame le départ de toute la classe politique accusée de "corruption" et d'"incompétence".

L'ONU veut une enquête "transparente" sur les causes de l'explosion

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré lundi qu'il était important de mener une enquête "fiable" et "transparente" sur les causes de l'explosion à Beyrouth survenue mardi dernier.

Près d'une semaine après la tragédie, "de nombreuses personnes sont toujours portées disparues", a rappelé le chef de l'ONU, soulignant l'importance de mener une enquête "fiable" et "transparente" sur les causes de l'explosion.

Antonio Guterres a ajouté que

le résultat de ce processus devrait être à la hauteur de "la responsabilité exigée par le peuple libanais".

Antonio Guterres a mis l'accent également sur l'importance que des réformes soient mises en œuvre dans le pays pour répondre aux besoins à long terme du peuple libanais.

Les Nations Unies ont organisé dimanche la Conférence internationale de soutien à Beyrouth et au peuple libanais en partenariat avec la France.

Antonio Guterres a déclaré que

l'initiative a généré un soutien financier très nécessaire et a réaffirmé l'engagement de nombreux partenaires au Liban. Parmi eux se trouvaient "des dirigeants du monde, des organisations humanitaires internationales et d'importantes institutions financières multilatérales et régionales". Les organisateurs souhaitent que les fonds promis lors de la conférence contribuent à la relance en étant utilisés dans des domaines tels que la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et le logement.

ETATS UNIS

Trump évacué par ses gardes du corps en pleine conférence de presse

Un vent d'inquiétude a brièvement soufflé lundi sur la conférence de presse quotidienne de Donald Trump, quand le président des Etats-Unis a été prestement escorté loin de son pupitre et mis à l'abri par sa garde rapprochée à la suite d'un incident à l'extérieur de la Maison Blanche.

"La police a tiré sur quelqu'un", a expliqué Donald Trump à son retour devant les journalistes, après quelques minutes d'interruption.

"C'était à l'extérieur" de la barrière de la Maison Blanche, a-t-il précisé.

À la question de savoir si ce suspect était armé, le président a répondu: "D'après ce que je comprends, oui".

"Le Secret Service peut confirmer qu'un agent a fait usage de son arme à l'angle de la 17e rue et de

Pennsylvania Avenue", un croisement tout proche de la Maison Blanche, a tweeté cette police d'élite chargée de la protection des hautes personnalités américaines.

Un "homme" et un "agent du Secret Service" ont été transportés vers un hôpital voisin, a ajouté l'agence fédérale, assurant qu'à "aucun moment" le complexe de la Maison Blanche n'avait été violé.

Un vélo appartenant à un membre du Secret Service était au sol entouré de cordons de police sur un trottoir de Pennsylvania Avenue, près de la Maison Blanche, ont indiqué les médias. La police a bou-

clé un vaste périmètre autour de la Maison Blanche.

Des voitures de police étaient stationnées vers les lieux et des policiers armés patrouillaient le parc de Lafayette Square, devant la Maison Blanche, selon des médias.

Philippus Melaku, un manifestant qui campe devant la Maison Blanche depuis des années, a dit avoir entendu une voix



"d'homme" juste avant un tir, vers 17H50 (21H50 GMT), selon l'agence AFP.

"J'ai entendu un tir et juste avant ça, j'ai entendu des cris qui n'étaient pas intelligibles", a-t-il raconté.

"Immédiatement après cela, au moins huit ou neuf hommes sont arrivés en courant en pointant leurs AR-15", des fusils d'assaut, a-t-il ajouté.

ETATS-UNIS

100 célébrités Afro-Américaines appellent Biden à choisir une colistière noire

Du rappeur Diddy à l'animateur radio Charlamagne tha God en passant par des personnalités sportives et religieuses, 100 hommes afro-américains ont publié lundi une lettre ouverte appelant le candidat démocrate à la Maison Blanche Joe Biden à choisir une colistière noire.

"Ne pas choisir une femme noire en 2020 veut dire que vous perdrez l'élection", écrivent les signataires, parmi lesquels figure aussi la star de la NBA Chris Paul.

"Nous ne voulons pas avoir à choisir le moindre mal" entre Joe Biden et Donald Trump, expliquent-ils en demandant ce geste fort de la part du démocrate, alors que ce dernier doit annoncer dans les prochains jours le nom de celle qui l'accompagnera dans les urnes contre le président républicain, le 3 novembre.

"Depuis trop longtemps, on a demandé aux femmes noires de tout faire, de mobiliser les troupes jusqu'à risquer leur vie pour le parti démocrate, sans reconnaissance, ni respect, ni visibilité et certainement sans les soutenir assez", écrivent-ils dans leur lettre ouverte, publiée par des médias américains.

"Et nous, hommes noirs, sommes solidaires avec elles". L'ancien vice-président de Barack Obama a promis dès le mois de mars de choisir une femme pour colistière qui deviendrait, en cas de victoire, la première femme vice-présidente des Etats-Unis.

Joe Biden doit en grande partie sa victoire à la primaire démocrate aux électeurs noirs, qui lui avaient offert une avance écrasante sur ses rivaux en Caroline du Sud, après trois défaites humiliantes. Et leur mobilisation sera cruciale pour remporter la Maison Blanche. Les appels pour qu'il choisisse une colistière noire se multiplient depuis qu'un mouvement de protestation historique contre le racisme et les violences policières a saisi les Etats-Unis après la mort de George Floyd, asphyxié par un policier blanc fin mai à Minneapolis.

Joe Biden devrait révéler son choix avant la convention démocrate, qui se tiendra du 17 au 20 août et lors de laquelle il sera officiellement désigné candidat. Elle se déroulera à Milwaukee, dans le Wisconsin, principalement en ligne à cause de la pandémie de coronavirus.

BELARUS

La candidate de l'opposition réfugiée en Lituanie

La candidate de l'opposition à la présidentielle du Bélarus, Svetlana Tikhanovskaïa, qui conteste la réélection du président Alexandre Loukachenko, s'est réfugiée en Lituanie, a annoncé mardi aux médias, le ministre lituanien des Affaires étrangères, Linas Linkevičius.

"Elle est arrivée en Lituanie et est en sécurité", a déclaré M.Linkevičius, alors que des manifestations contre la victoire du président bélarusse, élu pour un sixième mandat, ont été dispersées par la police pour la deuxième nuit consécutive. Il n'a fourni aucune autre précision. La Lituanie, membre de l'Union européenne et de l'Otan, a appartenu à l'Union soviétique. Elle a fréquemment donné refuge à des figures de l'opposition bélarusse ou russe. Depuis lundi soir, la localisation de Mme Tikhanovskaïa restait inconnue après son passage à la Commission électorale durant trois heures pour exiger un nouveau comptage des voix. M. Linkevičius, cité par l'agence AFP, avait alors exprimé sa "préoccupation": "j'ai essayé de la joindre pendant plusieurs heures, mais on ne sait pas où elle est depuis qu'elle s'est rendue à la Commission électorale". Cette novice en politique, principale rivale de M. Loukachenko et créditée d'environ 10% des suffrages par la Commission électorale, a déclaré se considérer comme victorieuse dans le scrutin.

Elle avait décidé de ne pas prendre part aux manifestations pour éviter des "provocations". Un manifestant a été tué lundi soir au Bélarus alors que des milliers de partisans de l'opposition sont descendus dans les rues à Minsk et dans d'autres villes du pays pour contester les résultats officiels donnant M. Loukachenko vainqueur avec 80,08% des voix pour un sixième mandat. Les manifestants ont fait face à d'importantes forces policières qui ont donné sans ménagement des coups de pieds et de matraques aux protestataires. Des barricades ont été érigées dans la nuit à Minsk et plusieurs explosions se sont fait entendre, selon les médias sur place.

JOURNÉES NATIONALES DU COSTUME ALGÉRIEN Sous le thème "Mon costume, ma mémoire, ma culture"

Le coup d'envoi des Journées nationales du costume algérien a été donné, lundi à Alger, sous le thème "Mon costume, ma mémoire, ma culture", sous la supervision de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda.

La cérémonie d'inauguration de cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre du mois du patrimoine immatériel et qui se poursuivra jusqu'à la première semaine du mois de septembre, s'est déroulée en présence de M. Abdelhfid Allahoum, Conseiller à la Présidence de la République, de M. Abdelmadjid Chikhi, Directeur général des Archives nationales et conseiller auprès du Président de la République chargé des Archives nationales et du dossier de la Mémoire, et de M. Nazih Berramadane, Conseiller à la Présidence de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger ainsi que de plusieurs membres du Gouvernement.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Bendouda a mis en avant l'importance du vêtement authentique "en tant que legs culturel et partie intégrante de notre identité".

Ce legs culturel que nous célébrons à travers cette manifestation "est riche et diversifié permettant de savoir énormément de choses sur la vie sociale de la région qu'il représente", a-t-elle relevé. La ministre appelle, dans ce cadre, les chercheurs et historiens à s'intéresser davantage à l'étude de l'évolution de cet habit à travers les siècles, soulignant que ce genre de manifestation constitue "une op-



portunité pour mettre en exergue, préserver, développer et promouvoir de legs à l'échelle internationale". L'exposition consacrée à l'habit algérien authentique comprend des costumes traditionnels représentant différentes régions du pays, à l'instar du "Karakou" algérois, de la "Chedda tlemcenienne", de la "Djebba" Kabyle et de la "Blouza" oranaise. Formant une véritable mosaïque, riche en couleurs et rehaussée de bijoux en argent et en or, les pavillons de cette exposition proposent des modèles d'habits pour hommes et pour femmes, tels que la Melahfa, le burnous ou encore les tenues chaouie, naïlie et targuie.

Plusieurs exposants ont présenté des pièces antiques transmises de génération en génération comme la "Gandoura" constantinoise. D'autres régions sont

également représentées à travers des costumes traditionnels, notamment l'habit des femmes de Ghardaïa et de la femme targuie. Parmi ces pièces inestimables, sont exposées un "Karakou" algérois datant de plus de 300 ans et une "Djebba Fergani" confectionnée dans les années 1950 par le maître du Malouf, Hadj Mohamed-Tahar Fergani.

Lors de sa visite, la ministre a écouté les explications des différents exposants ainsi que de chercheuses en histoire du costume sur les diverses pièces exposées.

Les visiteurs peuvent, par ailleurs, découvrir une exposition de toiles et de livres illustrant l'évolution du costume traditionnel algérien à travers les différentes régions du pays.

Dans une déclaration à la presse, Mme Bendouda a fait savoir que les directions de la culture dans les wilayas or-

ganiseront des expositions analogues pour faire découvrir ce patrimoine que les Algériens ont en partage.

Evocant le travail mené par les Centres de recherche et d'études en vue de l'inscription des différents costumes traditionnels algériens au patrimoine mondial de l'UNESCO, la ministre a rappelé, tout particulièrement, les efforts déployés en ce sens en faveur de la "Blouza" oranaise avec l'apport des associations locales et des citoyens.

A ce propos, elle a souligné qu'un intérêt particulier devait être accordé à l'ensemble du patrimoine immatériel en vue de sa préservation et protection.

Parallèlement à l'exposition, les organisateurs ont programmé des conférences virtuelles hebdomadaires sur la préservation du patrimoine culturel immatériel.

ARTISTE - DISPARITION Le comédien Bachir Benmohamed n'est plus



Le comédien et humoriste Bachir Benmohamed, plus connu sous le surnom de "Ammi Bachir" est décédé lundi à l'âge de 85 ans à son domicile situé à la cité Filali à Constantine, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la culture.

Le défunt avait participé dans plusieurs séries télévisées, entre autres, "Aassab wa Awtar", "Ness Mleh city", "Ya Amer ya Nessi", ainsi que les deux films "Kahla wa baydha" et "Rih tour", campant avec humour le rôle du père à "la traditionnelle", le supporter débordant d'énergie et le voisin toujours sur le qui-vive. Le défunt sera inhumé cet après-midi au cimetière principal de Constantine.

L'esprit joyeux et la sincérité de "Ammi Bachir", les secrets de sa notoriété

De nombreux artistes de la wilaya de Constantine ont reconnu unanimement que l'esprit joyeux et la sincérité des interprétations sont les secrets de la notoriété de l'humoriste Bachir Benmohamed alias "Ammi Bachir", décédé lundi matin à Constantine, à son domicile familial à l'âge de 85 ans.

Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Hazourli, réalisateur de la célèbre série télévisée "Aassab oua Awtar" et compagnon de route du défunt pendant près d'un demi-siècle, a affirmé que Bachir Benmohamed "faisait preuve à chaque fois d'une grande aptitude à incarner les rôles qui lui sont attribués et dans lesquels il excellait grâce à sa profonde sincérité".

Et d'ajouter : "Le défunt épousait pleinement les rôles assignés en toute sincérité, ce qui se reflétait dans son interprétation en le faisant se fondre dans la réalité, et en le rendant très apprécié par les gens".

Affecté par le départ de celui qu'on prénomme "Ammi Bachir marka", l'acteur Hassan Benzerari, qui jouait en compagnie du défunt dans la célèbre série "Aassab oua Awtar" et dans le film "Rih Tour", a fait part de sa "tristesse" suite au décès de l'humoriste, soulignant que sa disparition constitue "une grande perte pour la scène artistique algérienne en général et pour Constantine en particulier".

M. Benzerari a aussi évoqué "la sincérité et la sensibilité à l'extrême" de Bachir Benmohamed qui aimait écouter les autres, en plus de sa bonté et gentillesse, soutenant qu'une relation de travail et d'amitié de plus de 30 ans les unis.

Pour l'artiste Nouredine Bechkri, "le défunt Bachir Benmohamed était le père, le grand frère et le collègue que j'ai rencontré pour la première fois dans le théâtre amateur, en compagnie de Hassan Benzerari et Salah Adjabi, avec lesquels nous avons interprété des rôles dans de nombreuses pièces théâtrales au sein de la troupe Bahalil". Bachir Benmohamed a laissé derrière lui de beaux souvenirs inoubliables grâce à sa sincérité, son extrême modestie ainsi que son humour", a-t-il relevé. Né en 1935 à Constantine, Bachir Benmohamed a participé à de nombreuses œuvres artistiques, telles que la série "Aassab oua Awtar" produite par la station de la télévision régionale de Constantine, qui avait commencé à émettre en 1979. Il a également interprété plusieurs rôles dans des films et séries tels que "Kahla oua Baydha", "RihTour", "Ya Amer Ya Nassi", "Ness M'lah City" et d'autres œuvres très connues et appréciées en Algérie.

ENVIRONNEMENT

Parution du 1^{er} numéro du magazine "Wastels Resource" dédié à la gestion des déchets

L'Agence nationale des déchets (AND) a fait paraître le premier numéro de son magazine intitulé "Wastels Resource" dédié à la gestion des déchets, et ce, dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Environnement liée aux déchets, a indiqué lundi un communiqué de cette agence.

"WastelsResource" se propose de mieux faire connaître les métiers inhérents à la gestion des déchets et de donner à voir les différents processus que connaît la matière-déchets pour devenir une matière ressource. La nou-

velle publication vise également à mettre en évidence les différentes étapes que connaît l'activité de gestion des déchets pour déboucher sur une véritable économie circulaire, précise le communiqué. Le magazine ambitionne, en outre, de façon cruciale, conformément à la stratégie générale du ministère de l'Environnement, de mettre à disposition l'information et la sensibilisation de l'ensemble des acteurs, comme des "leviers incontournables" dans le cadre de la concrétisation de ses objectifs environnementaux

à l'horizon 2035. Ce vecteur éditorial, qui tend à mettre l'AND au diapason des objectifs et des attentes de sa tutelle, vise aussi à contribuer au plus haut niveau d'expertise à réfléchir sur l'évolution des activités de l'agence au service de l'environnement et de la collectivité nationale.

Au sommaire de ce 1^{er} numéro figure une interview de la ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, qui situe les enjeux de cette politique sectorielle liée aux déchets.

MARCHÉ DE L'ART Vers la création d'un véritable marché de l'art en Algérie

Le Chantier de réforme du marché de l'art, créé récemment dans le cadre de l'application de la nouvelle stratégie culturelle du ministère de la Culture et des arts, tend à "créer un véritable marché de l'art en Algérie et à aider l'artiste à accomplir son activité créative dans un environnement et des conditions favorables", selon son responsable Hamza Djabballah.



La réforme du milieu de travail dans lequel évolue l'artiste, notamment le plasticien en l'absence d'un véritable marché de l'art, des espaces de travail et du manque des produits et matières nécessaires pour promouvoir ses créations, compte parmi les priorités de ce chantier déjà réuni deux fois depuis sa création, et une troisième réunion en perspective, a-t-il ajouté.

M. Djabballah a souligné "l'importance d'accompagner l'artiste dans son travail et de lui permettre de développer son talent et de s'épanouir dans un environnement propice, où il lui sera facile de conjuguer les aspects créatif et social".

Lors des précédentes réunions, le chantier a fait le point de la situation que vit l'artiste plasticien et le musicien, avec la contribution des acteurs dans les domaines culturel et artistique, a-t-il observé, soulignant que le chantier "est ouvert à tous les artistes pour apporter leurs contributions et engager des réflexions susceptibles de concourir à la promotion du secteur".

Il a appelé, dans ce sens, les artistes à adhérer au système pour s'enquérir des lois régissant leur travail et préserver leurs droits sociaux.

Les perspectives économiques de la culture comptent parmi les missions de ce chantier chargé de trouver de "nouveaux mécanismes de travail permettant de placer le produit culturel et artistique au sein d'un système économique, à travers le recours aux mécanismes du marché pour faciliter "la commercialisation" du produit artistique et faire valoir le talent de l'artiste, voire la valeur même de ses créations", a-t-il es-

timé. Il a ajouté que le chantier veillera également "à aider l'artiste à régler ses problèmes sociaux et à établir des actions de coopération et de partenariat avec les départements en relation avec ce domaine, telle la petite et moyenne industrie (PMI) et l'industrie émergente, en opérant une réforme radicale du système fiscal afin de remédier à la stagnation du marché de l'art".

L'intervenant a, en outre, souligné l'importance de "cultiver le goût artistique chez les nouvelles générations et de les sensibiliser à la valeur et à l'authenticité de l'art algérien". Il a insisté, dans ce sens, sur le rôle de la diplomatie et des hommes d'affaires dans "la promotion" des œuvres artistiques algériennes, notamment les toiles et tableaux, le décor et les antiquités.

Le rôle des hommes d'affaires consiste à promouvoir la créativité à travers la participation aux événements culturels et artistiques et l'investissement dans des projets économiques en lien avec l'art, à l'image des galeries et ateliers de décor, outre le financement des œuvres cinématographiques et théâtrales, a-t-il soutenu, ajoutant qu'en revanche, "ces hommes d'affaires doivent bénéficier d'incitations et d'exonérations fiscales". La revitalisation du marché de l'art permettra aux artistes créateurs, notamment les plasticiens, de vendre leurs œuvres à l'intérieur et à l'extérieur du pays et en vue de promouvoir l'art et le goût artistique algériens et d'ancrer la tradition de l'acquisition d'objets d'antiquité et de toiles chez les Algériens. Le chantier s'attellera égale-

ment à l'institution de "la star type" ou la fabrication de la star algérienne, l'un de ses centres d'intérêt, car "le produit national ne peut investir le marché international sans cette star type et ce dans tous les arts", a-t-il estimé, précisant que le créateur algérien pourrait ainsi être en contact permanent avec son public et présent sur les scènes, les journaux et autres médias.

A cet effet, M. Djabballah a fait savoir que le chantier avait émis des réserves concernant certaines questions relatives au fichier national des artistes, mettant l'accent sur l'impératif de réexaminer les critères permettant de déterminer les véritables artistes.

Il a fait état, en outre, de l'élaboration par le chantier d'une première mouture de propositions et d'approches qui seront présentées, fin août, aux différents acteurs et associations activant dans les domaines artistique et culturel, ainsi qu'aux académiciens et ce dans le souci d'émettre leurs avis et observations dans un délai de 10 jours.

La mouture finale devra être élaborée sur la base des différents avis en fin du mois de septembre et sera présentée à la ministre pour validation, a rappelé M. Djabballah, ajoutant que le chantier devra accompagner les artistes et leurs projets de manière permanente.

Pour rappel, le chantier de réforme du marché de l'art est composé d'un groupe d'artistes et d'acteurs dans ce domaine, à l'instar de l'artiste Mohamed Rouane, le plasticien Abdelkrim Sergouia et la directrice du Musée national des Beaux-arts, Dalila Orfali.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPAZA

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES

DE CAPACITÉS MINIMALES

N° 10 /2020

NIF : 099042015037822

21/08/2020

La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipaza lance un avis d'appel d'offres nationale ouvert avec exigences de capacités minimales, pour la réalisation du lot n°01 (réalisation d'un complexe sportifs : (02salle OMS basket volley handball, 04 salle de sport de combats) + piscine olympique) au niveau de centre de regroupement à Fouka w/Tipaza en lot séparé

Lot 01 : les Travaux de CES

Lot n°03: Réalisation d'un Piscine Olympique en Inox de 50 Mètre

Les entreprises satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales, disposant d'un Certificat de qualification et de classification professionnelle - **Bâtiment en activité Principale Catégorie III et plus** Pour le lot n°01

-Hydraulique ou bâtiment en activité principale Catégorie II et plus pour le lot n°03 (Ayant une fiche technique du produit avec son origine + un échantillon de l'inox conforme aux normes technique par un fabricant partenaire ou agréé par la fédération internationale de la natation : FINA et une garantie de l'inox de 10 ans ou plus) au cas échéant l'entreprise sera écartée de la concurrence.

Intéressés par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de la jeunesse et des sports Sise à la cité Ouest de la Wilaya de Tipaza.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dument désigné. Dans le cas d'un groupement le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dument désigné.

La durée de préparation des offres candidature, offre technique et offre financière est fixée à **08 JOUR**, à partir de la première publication du présent avis d'appel d'offre dans les journaux officiels ou le BOMOP à 12 :00h. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation sera prorogée au jour ouvrable suivant.

Les offres doivent être déposées à La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipaza sis à l'adresse suivante : Cité Ouest Tipaza. La date de dépôt des offres est arrêtée au 08 Huit eme jours, à 12h, à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans les journaux ou le BOMOP à 12 :00h si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres sera prolongé au jour ouvrable suivant Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être insérés dans des enveloppes séparées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention -dossier de candidature, offre technique ou offre financière, ces enveloppes sont mises dans une enveloppe extérieure qui doit comporter la mention suivante conformément aux dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n° 15/247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LA WILAYA DE TIPAZA

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS
ET D'EVALUATION DES OFFRES »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES la reste à réaliser du lot n°01 (réalisation d'un complexe sportifs : (02salle OMS basket volley handball, 04 salle de sport de combats) + piscine olympique) au niveau de centre de regroupement à Fouka w/Tipaza en lot séparé

Lot 01 : les Travaux de CES

Lot n°03: Réalisation d'un Piscine Olympique en Inox de 50 Mètre

Les offres doivent être obligatoirement accompagnées des pièces suivantes :

Dossier de candidature :

- 01-Déclaration de candidature (paraphe et signée)
- 02-Déclaration de probité (paraphe et signée).
- 03-Statut éventuel de l'entreprise (pour les sociétés commerciales SPA, SNC, EURL, SARL)
- 04-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 05-Tout document permettant d'évaluer la capacité des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant des sous traitants
- a/ capacités professionnel : certificat de qualification et de classification, (Condition de l'éligibilité citée à l'article 02)
- b/ capacité financière : moyens financiers justifier par les bilan et les références bancaires.
- c/ capacité technique : moyens humains (Attestation d'affiliation approuvée par la sécurité sociale chaque un seul), et matériel (facture d'achat pour le matériel non roulant, cartes grises+ assurance encore de validité, contrat de location pour le matériel roulant), et références professionnel
- 06-Chiffre d'affaires des trois dernières années justifié par le C20 délivré par les services des impôts.
- 07-Attestation de dépôt des comptes sociaux dans le cas d'une SPA, SNC, EURL, SARL.
- 08-Dossier fiscal et parafiscale.
- 09 - Extrait registre de commerce.
- 10 - protocole d'accord (dans le cas d'un groupement d'entreprises).
- 11-(fiche technique du produit avec son origine + un échantillon de l'inox)conformer aux normes technique par un fabricant partenaire ou agréé par la fédération internationale de la natation : FINA.
- 12-Certificat de garantie de l'inox de 10ans ou plus pour le lot n°03 seulement.

Offre Technique :

- 01- Déclaration à Souscrire. (remplie et signée)
- 02- Mémoire technique. (remplie et signée)
- 03- Planning prévisionnel
- 04-Cahiers des charges Qui doivent obligatoirement porter dans sa dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 05- Enchantions De L'inox avec son origine pour le lot n°03 seulement.

Offre Financière :

- 1- Lettre de Soumission remplie et signée.
- 2- Bordereau des prix unitaires signé.
- 3- Devis quantitatif et estimatif signé.
- 4- la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF)

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres Augmentées de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis se tiendra en séance publique le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14h00 au siège : de La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipaza cité Ouest Tipaza. Les soumissionnaires sont invités à y assister.

CYCLISME / ALGÉRIE

Une formation d'initiateurs en septembre

Une formation par visioconférence sera organisée par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) au mois de septembre prochain, pour permettre à de nouveaux candidats de décrocher le diplôme d'initiateurs, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

Il s'agit en fait d'une double formation, puisqu'elle concerne deux spécialités bien distinctes, à savoir, celle d'initiateur de cyclisme sur route, et celle d'initiateur en vélo tout terrain (VTT).

La FAC a fixé la date du 27 août courant comme dernier délai pour déposer les dossiers de candidatures.

La décision de proposer cette formation par visioconférence a été dictée par les mesures sanitaires visant à éviter la propagation du nouveau coronavirus (COVID-19).

BASKET

Victor Williams nommé PDG de NBA Africa

L'Américain Victor Williams a été nommé, lundi, président directeur général (PDG) de la branche africaine de la Ligue nord-américaine de basket-ball (NBA). D'origine sierra-léonaise, cet Américain a longtemps travaillé pour Standard Bank sur le continent.

Cet expert de la finance et du business succède au Sénégalais Amadou Gallo Fall à la tête de NBA Africa, une filiale créée en 2010. Fall avait, lui, été désigné patron de la Basketball Africa League, une toute nouvelle ligue créée et co-organisée par la NBA et la Fédération internationale (FIBA).

CYCLISME

Le Tour de Guangxi, dernière épreuve WorldTour de l'année, annulé

Le Tour de Guangxi, dernière épreuve du calendrier cycliste WorldTour prévue initialement du 5 au 10 novembre, a été finalement annulé en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), ont annoncé les organisateurs lundi.

Dans leurs explications, les organisateurs ont évoqué la recommandation des autorités chinoises d'annuler les compétitions internationales durant le reste de l'année.

Le Tour de Guangxi, qui figure au calendrier WorldTour depuis 2017, était la dernière épreuve au programme en 2020.

Douze autres courses ont été rayées du calendrier de la première division mondiale cette année : Tour de Catalogne, Tour du Pays basque et Clásica San Sebastian (Espagne), GP E3 et A travers la Flandre (Belgique), Tour de Romandie et Tour de Suisse (Suisse), Eschborn Francfort et Cyclclassics Hambourg (Allemagne), Ride London (Grande-Bretagne), GP de Québec et GP de Montréal (Canada).

APS

JUDO

Les Championnats d'Afrique reprogrammés en novembre et décembre au Maroc

Les Championnats d'Afrique de judo seniors (messieurs et dames), qualificatifs aux jeux Olympiques de Tokyo-2020, sont reprogrammés aux mois de novembre et décembre prochains à Rabat au Maroc, a-t-on appris du 1er vice-président de l'Union africaine de judo (UAJ), Mohamed Meridja.

Les Championnats d'Afrique ont été fixés du 30 novembre au 2 décembre, soit une semaine avant la tenue du Grand Slam de Tokyo, reprogrammé du 10 au 12 décembre.

"Cette nouvelle date a été arrêtée par le bureau exécutif de la Fédération internationale de judo (FIJ), lors d'une réunion par visioconférence tenue lundi, et au cours de laquelle plusieurs autres décisions ont été prises pour la relance des activités de la discipline", a déclaré à l'APS, Meridja, membre du bureau exécutif de l'instance mondiale.

Les joutes continentales étaient initialement programmées du 25 au 27 juin dans le même pays, puis reportées à novembre dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), avant de leur fixer une autre date.

"Ce rendez-vous est très important puisqu'il permettra aux participants d'engranger beaucoup de points en vue d'améliorer leur position au classement de qualification olympique à To-



kyo", a expliqué le 1er vice-président de l'UAJ, ajoutant que cette nouvelle date a été choisie dans l'intérêt des athlètes africains, puisqu'elle leur permettra, quelques jours après, d'enchaîner avec le Grand Slam de Tokyo, aussi qualificatif aux JO. La FIJ a décidé éga-

lement de reprendre les compétitions internationales dès octobre, avec la programmation du Grand Slam de Budapest du 22 au 25 du même mois. Le Grand Prix de Zagreb interviendra juste après, du 30 octobre au 3 novembre. Concernant le Grand Slam de Bakou, la

FIJ attend la décision finale de l'Azerbaïdjan de pouvoir abriter la compétition, pour la reprogrammer vers la fin novembre. La dernière compétition qualificative aux JO-2020, inscrite au calendrier de la FIJ pour l'année 2020, est le Master qui aura lieu début janvier 2021 au Qatar.

TENNIS / WTA - PANDÉMIE

La Russe Kuznetsova renonce à l'US Open 2020 en raison du Covid-19

La tennismen russe Svetlana Kuznetsova a annoncé lundi avoir décidé de renoncer à l'US Open 2020, en invoquant des inquiétudes liées à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

"A cause de la situation défavorable, due au coronavirus, j'ai pris la difficile décision de ne pas participer à l'US Open" a déclaré dans un message posté sur Instagram, la joueuse de 35 ans, qui avait remporté ce tournoi du Grand Chelem en 2004.

L'actuelle numéro 32 mondiale manquera également le tournoi de Cincinnati,

délocalisé à New York, dans la bulle de Flushing Meadows, où il doit se dérouler la semaine prochaine, juste avant le Major, prévu du 31 août au 13 septembre.

"Je suis désolée, car j'attendais ces tournois avec impatience, mais la pandémie a changé tous mes plans.

J'espère que la situation dans le monde deviendra plus stable pour les prochaines compétitions" a-t-elle ajouté.

Kuznetsova, qui a remporté à Flushing Meadows le premier de ses deux titres du Grand Chelem (Roland-Garros en 2009), s'ajoute à une liste de plus en plus

longue de joueuses et joueurs européens qui ont choisi de faire l'impasse sur cette épreuve.

L'Australienne numéro 1 mondiale Ashleigh Barty, l'Ukrainienne Elena Svitolina (N.5) et la Néerlandaise Kiki Bertens (N.7) ont notamment pris cette décision.

Chez les messieurs, Rafael Nadal, N.2 mondial, a également renoncé, tout comme le Suisse Stanislas Wawrinka, alors que dans une autre annonce, faite lundi, la Fédération américaine de tennis a annoncé les forfait de la Tchèque Barbora Strycova et de la Chinoise Xiyi Wang.

CYCLISME

Le Tour de France 2021 partira de Brest

Le coup d'envoi du Tour de France 2021 sera donné à Brest, dans le nord-ouest de la France, où sont également programmées ses quatre premières étapes, ont annoncé lundi la région et le directeur du Tour, Christian Prudhomme.

L'annonce du Grand départ de Bretagne a été faite au siège du Conseil régional par son président Loïc Chesnais-Girard (PS) et les responsables du Tour, une semaine après le renoncement forcé de Copenhague.

"Nous discutons avec la région Bretagne du prochain Grand départ depuis 2018", a expliqué à l'AFP Christian Prudhomme.

"A l'automne dernier, on s'était calé sur 2022 et on avait prévu une annonce au printemps.

Mais, bien évidemment, la pandémie est passée par là".

Copenhague, qui devait accueillir le Grand départ 2021, attendra un an de plus.

Le report des Jeux olympiques de Tokyo à l'été 2021 en raison de la pandémie de coronavirus a provoqué un changement des dates du Tour et, par voie de conséquence, du site de son lancement.

"On a compris voici un mois que les épreuves cyclistes des JO ne bougeraient pas de dates et l'Union cycliste internationale a avancé le Tour d'une semaine.

Le maire de Copenhague nous a dit : +On veut le Tour, mais on ne sait pas faire pour des raisons de sécurité et de logistique, pour nous aussi d'hébergement.

La seule solution possible, c'était un an plus tard", a in-

diqué Christian Prudhomme.

Le coup d'envoi sera donc donné à Brest, pour la quatrième fois dans l'histoire centenaire du Tour.

La ville et au-delà sa métropole, qui compte quelque 420.000 habitants, a déjà accueilli le Grand départ en 1952, 1974 et 2008, contre une seule fois à Rennes, la préfecture de région, en 1964.

"Quatre départs du Tour, ce sera un record pour une ville autre que Paris", a relevé Christian Prudhomme.

"Il y a une vraie logique à partir du bout de la péninsule et à revenir.

Je me souviens avoir reçu une lettre du maire disant il y a quelques années +On est au bout de la péninsule, on vient nous voir un peu moins souvent, mais on adore le Tour+".

Interrogé sur l'hypothèse

d'un Grand départ à Rennes, refusée par des élus écologistes locaux, Christian Prudhomme a évité la polémique : "Le Tour ne peut aller que là où les collectivités souhaitent qu'on aille, cela a toujours été comme ça".

"Même avec quatre étapes 100% Bretonnes, on sait qu'on ne pourra pas satisfaire toutes les candidatures", a souligné le directeur du Tour, sans révéler les noms des villes-étapes.

"C'est un passage très fort que mérite la Bretagne. Quatre étapes, ça fait très longtemps que ce n'est pas arrivé".

Pour connaître le parcours du Tour, il faudra attendre encore quelques mois.

La présentation du TDF-2021 est en effet programmée le 29 octobre, une semaine plus tard que prévu.

La LFP sollicite la FAF pour l'attribution d'une prime au CRB et à l'OM

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar, a sollicité lundi, au cours de la réunion du Bureau fédéral, la Fédération algérienne (FAF), pour l'attribution d'une prime au CR Belouizdad et à l'Olympique Médéa, respectivement champions d'Algérie 2019-2020 de Liges 1 et 2, en raison de l'absence d'un sponsor.

«En l'absence d'un sponsor pour les championnats de Liges 1 et 2, la LFP a sollicité l'aide de la FAF pour l'attribution d'une prime pour les deux clubs sacrés. La FAF va étudier la faisabilité de ce projet», a indiqué l'instance fédérale mardi sur son site officiel. Le CRB a été déclaré champion d'Algérie, après l'adoption par les membres de l'assemblée générale de la FAF du choix de la consultation écrite qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, conséquence de l'arrêt définitif de la compétition en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), alors que l'Olympique Médéa a terminé champion de la Ligue 2, synonyme d'accession en compagnie de trois autres formations : la JSM Skikda, le WA Tlemcen et le RC Relizane. Au cours de la réunion du BF, le président

de la LFP a évoqué «la préparation d'une cérémonie pour la remise des trophées aux clubs déclarés champions», tout en appuyant «les décisions prises par le dernier Bureau fédéral tenu en session extraordinaire le mercredi 15 juillet 2020, dont l'arrêt définitif de la saison 2019/2020 et le choix de l'option 3 consacrant les lauréats, les clubs qui accèdent, sans relégation, suite à la consultation écrite initiée par la FAF auprès de la famille du football national». Par ailleurs, concernant les litiges nés suite à la situation liée à la pandémie de Covid-19, le président de l'instance dirigeante de la compétition a indiqué qu'un «planning va être mis en place dans les prochains jours pour organiser des réunions régionales avec les clubs professionnels et les représentants des joueurs (capitaines d'équipe), en présence de Me



Youcef Hamouda, président de la chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) et éventuellement les présidents de Liges», afin de solutionner lesdits problèmes. Enfin, Medouar a annoncé «la mise en place, au niveau de

la LFP, d'un logiciel pour gérer les dossiers administratifs des jeunes catégories (U13, U15, U17 et U19) et des entraîneurs, ce qui permettra à la Ligue et aux clubs d'éviter de nombreux problèmes vécus par le passé»

CHAMPIONNAT FÉMININ

La JF Khroub sacrée championne d'Algérie 2019-2020

La Jeunesse féminine de Khroub a été déclarée sacrée championne d'Algérie de football féminin pour la saison 2019-2020, cinq mois après la suspension de la compétition en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé mardi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Le président de la Ligue nationale de

football féminin (LNFF), Djamel Kashi, a présenté lundi, au cours de la réunion du Bureau fédéral, le classement final qui a consacré la formation du JF Khroub devant l'équipe de l'AS Sûreté Nationale au nombre de points (45 contre 40), et en utilisant l'indice (2,37 contre 2,35) du fait de la différence de matchs disputés (19 contre 17), précise l'instance fédérale.

Par ailleurs, le secrétaire général de la FAF, Mohamed Saâd, a informé que la Fédération internationale (Fifa) «est sur le point de verser le montant de 500.000 dollars comme aide pour le football féminin dans le cadre de la solidarité contre l'impact du Covid-19, aide qui doit être consacrée selon un programme bien défini et chapitré».

La FAF autorise les présidents de Liges nationales à poursuivre leur mission jusqu'à l'organisation de l'AGE

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) a décidé de donner délégation aux actuels présidents de Liges nationales pour gérer lesdites Liges jusqu'au renouvellement de leurs mandats avec l'organisation de l'assemblée générale élective (AGE), a annoncé l'instance fédérale mardi sur son site officiel. En raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), les différentes associations nationales, dont le mandat est arrivé à terme, n'ont pu organiser leur assemblée générale ordinaire (AGO), lesquelles seront suivies par les AGE.

Au cours de la réunion du BF lundi, «les présidents Ali Malek (Ligue nationale de

football amateur) et Youcef Benmedjeber (Ligue interrégions) ont présenté chacun la situation des championnats de leurs Liges respectives, où ils se sont attardés sur les cas qui ont nécessité des arbitrages pour départager certaines équipes dont le classement ex aequo a nécessité le recours à l'application de certains articles de la réglementation ou bien au cas échéant, au recours à l'indice des points sur le nombre de matchs disputés».

Dans le cadre du léger remaniement apporté au système pyramidal de la compétition, avec une Ligue 1 professionnelle de 20 clubs, et une Ligue 2 amateur de deux groupes avec 18 clubs chacun,

la FAF a souligné que le projet de la Ligue 2 amateur «sera validé ce mardi, après la réunion avec les présidents des Liges régionales (dans la matinée) et celle (dans l'après-midi) avec les présidents des clubs se considérant lésés par les règles de départage appliquées».

Pour ce qui est des clubs professionnels évoluant désormais en Ligue 2 amateur, «ces derniers ont la possibilité de garder leur licence professionnelle pour une durée de deux ans, en attendant de retrouver leur statut d'amateur», explique la FAF, tout en précisant que «les clubs amateurs ne peuvent en aucun cas prétendre au statut professionnel, tant qu'ils évoluent

lueront en Ligue 2». Concernant les clubs qui ont accédé au palier supérieur, la FAF insiste «qu'ils devront répondre aux exigences du cahier des charges de la licence professionnelle, dont la création d'une société sportive par actions (SSPA) au cas où, entre temps, ils auraient liquidé l'ancienne société».

Tout en regrettant «des tentatives de déstabilisation ici et là de certains cercles», la FAF s'est engagée «à accompagner les clubs à redevenir amateur, de même qu'elle veillera à ce que des clubs puissent garder temporairement leur statut de professionnel comme le permettent les lois de la Fédération internationale (Fifa)».

Haddouche et Aguié nouvelles recrues estivales de la JSK

Le défenseur central du CRB Dar El-Beïda (Div. amateur), Lyes Fayçal Haddouche et le meneur de jeu de l'ES Ben Aknoun, Juba Aguié, sont devenus les troisième et quatrième recrues estivales de la JS Kabylie, a annoncé lundi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football dans un communiqué, sans dévoiler la durée des contrats. Haddouche (22 ans) a été formé à l'USM Alger, tandis qu'Aguié (24 ans) vient d'accéder avec l'Etoile en D2. Ils rejoignent ainsi les

deux premières recrues de la formation kabyle : le défenseur du RC Kouba (Div. 2) Mehdi Ferrahi et le jeune meneur de jeu du RC Arbaâ (Div. 2), Arfi Houdeïfa. Par ailleurs, la JSK a annoncé la promotion en équipe première du gardien de but de la réserve Masten Becheker (21 ans), qui a paraphé un contrat professionnel de deux saisons. Sur le volet administratif, Kamel Abdeslam et Mokbel Malik ont été officiellement installés lundi dans leurs nouvelles fonctions de

directeur sportif et manager général. La JSK, 4e au classement final de la saison 2019-2020, définitivement arrêtée en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), semble être le club le plus actif sur le marché des transferts par rapport aux autres pensionnaires de l'élite. La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi dernier et s'étalera jusqu'au 27 octobre, alors que la date du coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été arrêtée.

CHAMPIONNAT D'ÉCOSSE Le gouvernement menace déjà d'arrêter la compétition

Le gouvernement d'Écosse a menacé la Fédération d'arrêter le Championnat de football après la multiplication d'incidents autour du tournoi qui vient de reprendre mais qui pourrait bien s'arrêter plus vite que prévu.

La nouvelle saison 2020-2021 de Premiership en Écosse a débuté le 1er août et deux journées ont été disputées.

Après les joueurs d'Aberdeen partis en soirée, c'est au tour du joueur du Celtic Glasgow, Boli Bolingoli, d'être dans le viseur après un voyage non autorisé par son club en Espagne.

Ce comportement, non permis par les autorités locales en raison de la pandémie de coronavirus, a poussé le gouvernement écossais à réagir, menaçant d'arrêter la compétition.

«Le gouvernement écossais est au courant des informations qui évoquent le non-respect des règles de prévention de la part d'un joueur du Celtic, a-t-il écrit dans un communiqué. Si ce nouvel incident sérieux au sein du football écossais est confirmé, le gouvernement n'aura pas le choix que de considérer qu'une interruption du championnat écossais est nécessaire.»

LIGA ESPAGNOLE Le FC Valence annonce deux cas positifs au Covid-19

Le FC Valence a annoncé mardi avoir découvert deux cas positifs au Covid-19 parmi ses membres, sans toutefois dévoiler l'identité des personnes concernées.

«Les tests effectués lundi sur l'équipe première, l'encadrement technique et parmi l'entourage direct, en vue du travail de pré-saison, ont révélé deux cas positifs au Covid-19», a annoncé le club de Liga dans un communiqué.

Les deux personnes concernées ont été mises en isolement à leur domicile, et l'ensemble de l'équipe a été soumise à un «protocole sanitaire strict» a ajouté la formation espagnole.

Les deux cas du FC Valence interviennent deux jours après l'annonce par l'Atlético Madrid de la contamination au coronavirus de son attaquant argentin Angel Correa et du défenseur croate Sime Vrsaljko, privés du voyage mardi à Lisbonne, pour le Final 8 de la Ligue des champions. L'Atlético a ensuite re-testé toute l'équipe et aucun nouveau cas n'a été révélé.

La semaine dernière, l'attaquant du Real Madrid Mariano Diaz avait été testé positif au Covid-19, juste avant les huitièmes de finale (retour) de la Ligue des champions, mais le reste de l'équipe avait pu se rendre à Manchester, où le Real a finalement été éliminé par City.

Le milieu de terrain de Séville Nemanja Gudelj avait également été testé positif au coronavirus. Comme dans le cas du Real Madrid, le reste de l'équipe s'était révélé négatif, et le club andalou avait pu disputer son huitième de finale de l'Europa League contre la Roma, en Allemagne, se qualifiant pour les quarts de finale en s'imposant (2-0).

L'Espagne est l'un des pays les plus touchés par la pandémie en Europe avec un total de 322.980 cas et 28.576 décès enregistrés lundi.

WA TLEMCEN La direction annonce la fin de sa mission après l'accession du club en Ligue 1

La direction du WA Tlemcen, club promu en Ligue 1 de football, à sa tête le président du conseil d'administration Nacereddine Souleyman a annoncé, lundi, la fin de sa mission, en attendant la tenue dans les prochains jours d'une assemblée générale de la Société sportive par actions (SSPA) du club.

«Nous avons été chargés l'été dernier par l'actionnaire majoritaire de la SSPA, Djilali Benahmed, de gérer le club pendant l'exercice 2019-2020, une mission que nous avons accompli avec succès.

Elle vient d'arriver à terme dès lors que la Fédération algérienne de football (FAF) ait annoncé la fin prématurée de la saison», a déclaré Nacereddine Souleyman à l'APS.

Troisième au classement de la Ligue 2 au moment de l'arrêt de la compétition après 24 journées en raison de la pandémie du coronavirus, le WAT a retrouvé l'élite qu'elle a quittée depuis 2013.

Pendant toute cette période, qui a vu le club descendre jusqu'à la troisième division, le président Souleyman est lui resté fidèle, contribuant, a-t-il poursuivi, dans deux accessions. «Personnellement, je ne suis plus intéressé par la présidence du club.

J'estime que j'ai accompli mon devoir envers le WAT, et il appartient à présent à l'actionnaire majoritaire de désigner mon successeur, ainsi que les membres du conseil d'administration.

Une opération qui aura lieu lors d'une assemblée générale qui sera tenue une fois le commissaire aux comptes termine l'examen du bilan financier de la saison écoulée que nous lui avons transmis», a-t-il expliqué. En attendant, la direction du WAT vient de préparer une convention qu'elle compte faire signer à ses joueurs liée à la réduction de leurs salaires pendant la période d'inactivité du championnat, a fait savoir le même responsable, rappelant au passage que le club a fait face durant toute la saison à des problèmes financiers énormes qui ne lui ont pas permis de payer ses joueurs et le staff technique d'une façon régulière.

Au sujet de l'avenir de l'entraîneur Aziz Abbès qui a réussi sa deuxième montée de suite en Ligue 1 après avoir fait de même l'été dernier avec le NC Magra, le président du WAT a souligné que ce dossier «est du seul ressort de l'actionnaire majoritaire, tout comme celui du futur conseil d'administratif, ainsi que l'effectif qui défendra les couleurs du club la saison prochaine».

PARAGUAY

Ronaldinho fixé sur son sort le 24 août

L'ancienne star brésilienne du football Ronaldinho, détenu au Paraguay depuis cinq mois pour usage de faux documents officiels, sera fixé le 24 août sur une éventuelle remise en liberté, ont indiqué les médias lundi, auprès de sources judiciaires.

Selon ces sources, le juge Gustavo Amarilla, en charge du dossier, devra se prononcer au cours d'une audience fixée à cette date sur les réquisitions du parquet.

Le ministère public a demandé le paiement par Ronaldinho d'une amende de 90.000 dollars pour «réparation des dommages à la société».

L'ex-joueur du FC Barcelone et du Paris Saint-Germain serait également autorisé à rentrer au Brésil, contre l'obligation de se présenter tous les trois mois pendant un an devant un juge.

Concernant le frère de l'ex-footballeur, Roberto, également détenu au Paraguay dans cette affaire, le parquet, qui estime qu'il était au courant de la fraude, a requis une condamnation à deux ans avec

ARABIE SAOUDITE

M'bolhi : «Je suis bien à Al Ittifaq»

Le gardien de but international algérien, Rais M'bolhi, a dit «se sentir bien» à Al Ittifaq Dammam et compte honorer son contrat avec le club saoudien de football jusqu'à son expiration, soit en juin 2021.

«Je me sens bien à Al Ittifaq, où je suis respecté par tout le monde. On forme un groupe homogène et chacun essaye de faire son travail pour porter le club haut», a déclaré M'bolhi à la chaîne TV Alkass, après la victoire arrachée dans le temps additionnel face à Al Feiha (3-2), dimanche soir pour le compte de la 24e journée de championnat.

Le champion d'Afrique 2019 a expliqué, par ailleurs, que le retard dans la reprise des entraînements avec son

club était pour des «raisons familiales» et non pas pour un différend avec les dirigeants d'Al Ittifaq avec lesquels il entretient une «bonne relation».

«J'ai été autorisé à retarder ma reprise de quelques jours, car j'étais retenu par des obligations familiales en France.

Sinon, j'aurais repris avec le groupe à la date fixée par la direction», a expliqué M'bolhi, élu meilleur gardien de but du mois de mars du championnat saoudien.

Une récompense d'ailleurs qui «revient au travail de tout le groupe formant Al Ittifaq, ce qui a contribué aux bons résultats enregistrés, après une période difficile que le club a connue», a souligné Rais M'bolhi.

Lors du match de dimanche contre Al Feiha, Al Ittifaq était mené 0-2 en 1re mi-temps, avant de renverser la vapeur au retour des vestiaires pour finalement l'em-



porter 3-2. Grâce à ce succès, Al Ittifaq grimpe à la 7e place avec 35 points, alors qu'Al Feiha occupe la 11e position avec 27 unités.

LIGUE 1

Tayeb Mahyaoui nouveau président du MC Oran

L'assemblée générale des actionnaires de la société sportive par actions (SSPA) du MC Oran, qui s'est tenue lundi à Oran, a élu Tayeb Mahyaoui au poste de président du conseil d'administration.

Mahyaoui, qui a déjà occupé les mêmes responsabilités lors de l'exercice 2010-2011, succède à Ahmed Belhadj, dit «Baba»,

après plus d'une année de la démission de ce dernier. Outre l'élection du nouveau président du conseil d'administration, il a été procédé également à la mise en place d'un nouveau conseil d'administration composé des deux anciens présidents du club, Ahmed Belhadj et Youcef Djebbari, ainsi que Nacereddine Bessadjrari, Ben-

senouci Chamseddine (représentant du club sportif amateur MCO), Benamar Sofiane et Kheireddine Chorfi. A souligner que le nouveau président de la SSPA/MCO, qui a été gérée la saison passée par Cherif El Ouezzani en sa qualité de directeur général, occupe également le poste de président du CSA du même club.

ALGÉRIE - AFFAIRE IBARA

L'USMA échappe à une tentative d'escroquerie

La Direction de l'USM Alger a annoncé avoir «échappé à une tentative d'escroquerie» dans l'affaire l'opposant à son ex-attaquant congolais, Prince Ibara, lorsque deux personnes «non encore identifiées» ont pris attache avec elle dernièrement, en se faisant passer pour le joueur et son avocat, pour essayer de lui soutirer la somme de 100.000 euros, dans une transaction présentée comme «un arrangement à l'amiable» entre les deux parties.

«La Direction de l'USMA a reçu le samedi 8 août courant un mail de l'avocat du joueur Prince Vinny Ibara Doniama, dans lequel il a apporté des précisions de taille dans ce qui semble être une véritable opération d'escroquerie.

Maitre Antoine Séméria a assuré que les personnes qui s'étaient faites passer pour lui et son client n'étaient autres que des escrocs», a rapporté la direction usmiste dans un communiqué diffusé di-

manche soir sur son site. Ibara avait saisi la Fédération internationale de football (Fifa) pour dénoncer «un licenciement abusif» de la part de l'USMA, tout en demandant à percevoir «la totalité de ses indemnités».

Une procédure qui a fin i par porter ses fruits, puisque le 20 juillet dernier, l'USMA a reçu une notification de la Fifa, lui interdisant tout recrutement de nouveaux joueurs pour les trois prochaines périodes d'enregistrement, tant au niveau national qu'international, et ce, dans le cadre de l'affaire Ibara.

A partir de là, et pour lever cette interdiction de recrutement, la Direction algéroise n'avait plus d'autre choix que de régulariser la situation de l'attaquant congolais.

Seulement, quelques jours plus tard, elle a reçu une proposition de la part d'une personne, qui se présentait comme étant l'avocat d'une autre personne, qui prétendait

également être le joueur Prince Ibara. Ces derniers avaient proposé à la Direction de l'USMA une «solution à l'amiable», qui consiste en le paiement de seulement 100.000 euros au lieu des 200.000 convenus, mais en évitant les procédures administratives d'usage. Une issue favorable pour les deux parties, car elle leur fera économiser du temps, tout en évitant la paperasse. Seulement, la Direction de l'USMA a refusé cet arrangement à l'amiable, préférant s'en tenir à la procédure habituelle, ce qui s'est avéré payant, car le vrai avocat d'Ibara n'a pas tardé à appor-

ter la preuve que les deux personnes qui étaient derrière cette proposition n'étaient que des escrocs. «Les escrocs sont comme des hyènes. Lorsqu'une importante somme d'argent est en jeu, ils entrent en action et guettent la moindre occasion pour empocher le magot.

Alors, ne soyons pas naïfs», a indiqué Me Séméria, en remerciant la Direction de l'USMA de «rester extrêmement vigilante», et surtout de ne traiter qu'avec lui.

Après avoir quitté l'USMA l'an dernier, Ibara avait opté pour le club de deuxième division belge, Beershot.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم: 1/10 من 2020

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة
يعلم السيد رئيس المجلس الشعبي لسفدية بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة حول إنشاء نشاط من نوع محطة النقل بالمحل الكائن بقطعة المكان المسمى الحوضين الضائق الأرضي بن عكنون، والمستعمل من طرف السيد اوشان تليل.

وعليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور والراغبين في ابداء رأيهم، مدعون للتقرب من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين وضع سجل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الاعلان في الصحافة الوطنية ولمدة خمسة عشر (15) يوما.

ابتداء من
أبى غابة

DK NEWS 12/08/2020

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم: 1/10 من 2020

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة
يعلم السيد رئيس المجلس الشعبي لسفدية بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة حول إنشاء نشاط من نوع محطة النقل بالمحل الكائن بقطعة المكان المسمى الحوضين الضائق الأرضي بن عكنون، والمستعمل من طرف السيد صبيح هاني وليد.

وعليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور والراغبين في ابداء رأيهم، مدعون للتقرب من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين وضع سجل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الاعلان في الصحافة الوطنية ولمدة خمسة عشر (15) يوما.

ابتداء من
أبى غابة

DK NEWS 12/08/2020

Trois mois d'absence pour De Lig

Matthijs de Lig (20 ans, 39 matchs et 4 buts toutes compétitions pour la saison 2019-2020) va enfin passer sur le billard. Touché à l'épaule gauche, qui s'est déboîtée deux fois cette saison, le défenseur central de la Juventus va être opéré pour ce pépin physique récurrent. Selon la presse italienne, l'absence du Néerlandais sera de trois mois. Il ratera donc le début du prochain exercice, dont les dates n'ont pas encore été fixées.



LIVERPOOL RECRUTE TSIMIKAS

Les Reds ont officialisé, ce lundi, l'arrivée d'un nouveau défenseur. Le Grec Kostas Tsimikas a signé cinq ans avec Liverpool. Le défenseur international grec de l'Olympiakos Kostas Tsimikas a signé lundi un contrat de cinq ans en faveur de Liverpool pour un montant de 11,7 millions de livres (13 M EUR), a annoncé le club anglais.

Je suis très heureux, très fier d'être ici. Pour moi c'est le plus grand club du monde, a déclaré Tsimikas, 24 ans, sur le site des Reds. Je veux atteindre nos objectifs, remporter à nouveau le titre de champion et aussi la Ligue des champions. Tsimikas compte trois sélections en équipe nationale de Grèce et a joué 86 rencontres officielles avec l'Olympiakos qui l'a prêté à deux reprises entre 2017 et 2018, aux clubs danois d'Esbjerg et néerlandais de Willem II. Il a été sacré champion de Grèce la saison écoulée. Nous suivions Kostas depuis longtemps et sommes vraiment heureux qu'il nous rejoigne, a déclaré l'entraîneur allemand des Reds Jürgen Klopp.

ODEGAARD LE REAL A DÉCIDÉ DE LE RÉCUPÉRER !

Martin Odegaard devrait ne pas rester prêté à la Sociedad une deuxième saison, comme c'était initialement convenu depuis l'été dernier, et revenir au Real Madrid à la demande expresse de Zinedine Zidane.

Le Norvégien comme la Real Sociedad pensaient continuer une année de plus ensemble, mais c'était avant que Zidane n'exige que le milieu de terrain revienne à Madrid, annonce Marca dans ses colonnes ce mardi. Une décision survenue après la défaite contre Manchester City, ajoute le quotidien. Le club basque, désormais au courant de la volonté du Real de récupérer le joueur, ne serait plus très optimiste quant à l'idée de pouvoir profiter de ce dernier une saison de plus. Si l'information de Marca venait à se confirmer, Odegaard pourrait bien être la première "recrue" madrilène de l'été.



L'INTER EFFRAYÉ PAR LE SALAIRE DE NDOMBÉLÉ

Pisté activement par l'Inter Milan, le Français pourrait cependant ne pas rejoindre l'écurie italienne. La raison ? Son salaire. Selon les informations de Calcolmercato.com, le joueur de 23 ans touche 10,4 millions d'euros par an à Tottenham. Une somme trop importante pour les ressources intéressées, alors que le joueur le mieux payé du club, Romelu Lukaku, touche 7 millions annuel. Le club italien ne devrait pas faire un tel effort pour recruter Tanguy Ndombélé, qui a cependant d'autres pistes (PSG notamment).

Le feuilleton Sancho repart de plus belle !

Aujourd'hui en Italie dans le club de la Fiorentina, Franck Ribéry se sent bien. Agé de 37 ans, il a délégué un message concernant son avenir. Interviewé dans la "Gazzetta dello Sport", l'ancien attaquant du Bayern Munich a confié ses envies pour l'avenir. "Tant que j'aurai la motivation et que le corps tiendra, j'aimerais continuer, a lâché le footballeur de 37 ans. Je pense que nous aurions pu en faire plus cette saison. Nous ne sommes pas grands, mais avec deux ou trois joueurs et la progression des jeunes, nous pouvons trouver de la satisfaction. Ce serait bien de donner un trophée aux fans." « Je ne peux pas faire de commentaires sur les joueurs des autres équipes, je ne peux pas faire ça. Vous le savez. Je ne le fais jamais », a déclaré Ole Gunnar Solskjaer en conférence de presse dans la foulée de la victoire de Manchester United face à Copenhague lundi soir (1-0) en quart de finale de Ligue Europa. Néanmoins, bien que l'entraîneur des Red Devils refuse de clairement prendre position, la direction du club mancunien ne prendrait pas sérieusement en considération les propos de Michael Zorc qui avait au passage tenu le même discours en 2017 pour Ousmane Dembélé avant qu'il ne parte au FC Barcelone. Alors, Manchester United refuserait de laisser tomber, Jadon Sancho étant la grande priorité du club cet été, d'autant plus que le principal intéressé voudrait pour sa part rejoindre Old Trafford. D'après Goal, United serait agacé par le fait qu'à la demande du Borussia, les discussions soient gérées par un agent indépendant. Les commissions de l'agent poseraient d'ailleurs problèmes dans cette opération. Et pour le journaliste de Sky Sport Fabrizio Romano, aucune prolongation de contrat jusqu'en juin 2023 n'aurait été signée contrairement à ce que le directeur sportif du Borussia Dortmund a assuré lundi.



QUAND IBRA SE COMPARE À BRAD PITT

QUAND IBRAHIMOVIC SE COMPARE À BRAD PITT 11 AOÛT 2020 09:27 FOOTBALLINSOLITESNEWSPEOPLE Vainqueur il y a quelques jours 4 buts à 1 de la Sampdoria de Gênes, le Milan AC a une nouvelle fois impressionné. Depuis le restart, les Milanais sont intouchables et leur buteur Zlatan Ibrahimovic marche sur l'eau. Auteur d'un doublé sur le terrain de la Samp, l'ancien attaquant du PSG ou encore de Manchester United est revenu sur ses prestations et se compare volontiers à l'étrange personnage de Benjamin Button. Un film dans lequel l'acteur Brad Pitt naît vieux et rajeunit au fil des années. "Les gens me disent que je suis vieux et fatigué, mais je ne fais que m'échauffer. Je suis comme Benjamin Button, sauf que j'ai toujours été jeune, jamais vieux !" Agé de 38 ans, Ibra a inscrit ses 8 et 9e buts de la saison après 17 matchs joués avec le maillot des Rossoneri.

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a reçu lundi l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, John Desrocher, qui lui rendait une visite d'adieu au terme de sa mission diplomatique en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre.

"Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a reçu ce lundi l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, M. John Desrocher, qui lui rendait une visite d'adieu au terme de sa mission", en Algérie, précise le communiqué.



ALGÉRIE-ESPAGNE

"L'Espagne exprime la volonté de développer la coopération avec l'Algérie" (ministre espagnol)

Le ministre de l'Intérieur du Royaume d'Espagne, Fernando Grande-Marlaska Gomez a exprimé, lundi à Alger, la volonté de son pays de développer la coopération avec l'Algérie dans tous les domaines.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience qui lui a été accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Fernando Grande-Marlaska Gomez a exprimé la volonté de son pays de "développer"

ses relations bilatérales avec l'Algérie, affirmant qu'il a transmis au Président Tebboune un message du Chef de Gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, dans lequel il exprime "la volonté de l'Espagne de développer sa coopération avec l'Algérie dans tous les domaines". Après avoir réaffirmé au Président Tebboune "la solidité des relations entre l'Algérie et l'Espagne en tant que deux pays amis", le ministre espagnol a souligné que la rencontre

avait porté sur "les domaines de coopération bilatérale, notamment sécuritaires dont la lutte contre le crime organisé et la sécurité routière et urbaine".

La rencontre a été l'occasion d'examiner les voies et moyens de coopération dans les domaines économiques, l'échange commercial et de visites "aux plus hauts niveaux". Pour rappel, le ministre espagnol effectue une visite officielle d'un jour en Algérie, à la tête d'une importante délégation.

M. Boukadoum reçoit le ministre espagnol de l'Intérieur

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, a reçu lundi à Alger le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Fernando Grande-Marlaska Gomez.

L'audience s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères. Auparavant, le minis-

tre espagnol, en visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation, a été reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Kamel Beldjoud.



ANP

Quatre nouvelles promotions de l'ESMIC

Une cérémonie de sortie de quatre promotions pour l'année 2019/2020 a été organisée, lundi, à l'Ecole supérieure militaire de l'Information et de la Communication à Sidi Fedj (Alger), après une formation dans plusieurs spécialités de ce domaine. La cérémonie de sortie de ces promotions baptisées du nom du chahid (Boudia Ali) a été présidée par le Général-Major Madi Boualem, directeur de la communication, de l'information et de l'orientation au ministère de la Défense nationale (MDN).

Il s'agit de la 6^e promotion du Cours de Perfectionnement Officiers en Communication, de la 3^e promotion du Cours de Spécialisation Officiers en Communication, de la 3^e promotion du Brevet Militaire Professionnel N2, spécialité "Techniques de l'audiovisuel" et de la 6^e promotion pour l'obtention du Brevet Militaire Professionnel N1.

Après le passage en revue des carrés de formations par le Général-Major Madi Boualem, le Commandant de l'ESMIC Hammadi Nemiri a prononcé



une allocution dans laquelle il a salué "les efforts ayant permis l'exécution de l'ensemble des programmes de formation et l'organisation des examens en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle que vit le pays, et ce, grâce aux instructions et orientations du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) et l'engagement de tous les cadres et enseignants".

Dans ce cadre, le commandant de l'ESMIC a rappelé que "les promotions sortantes ont reçu une formation militaire spécialisée, théorique et pratique, équilibrée et étudiée qui leur permettra d'accomplir leurs missions avec confiance et professionnalisme". "L'exécution des programmes a permis aux

élèves d'acquérir des connaissances scientifiques et de développer leurs aptitudes et compétences professionnelles, notamment à la faveur des exercices pratiques organisés dans chaque spécialité, et de surmonter toutes les difficultés psychologiques et techniques au contact des médias et du public", a-t-il souligné, ajoutant qu'ils ont profité d'un grand nombre de conférences scientifiques et culturelles, animées par des enseignants militaires et des universitaires au niveau de l'Ecole ou par visioconférence, organisées par des instances relevant de l'ANP".

S'adressant aux promotions sortantes, Le Général Nemiri Hammadi a exhorté les nouveaux diplômés à

"mettre à profit leurs connaissances théoriques et pratiques dans l'exercice de leur missions pour parfaire leurs performances et acquérir l'expérience nécessaire et en tant que moyens optimaux pour consolider le système de défense, notamment dans aux plan de la communication et l'information afin de lui conférer davantage de professionnalisme".

De même qu'il les a exhorté "au respect des règles d'éthique, à la préservation du secret militaire et à la lutte contre les fléaux et attitudes étrangères à notre religion, aux valeurs nationales et aux traditions de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN).

Après la prestation de serment par les promotions sortantes et la remise de grades et de diplômes aux lauréats, le Commandant des forces de défense aérienne du territoire, le Général-major Boualem Madi a donné son approbation pour baptiser les promotions sortantes du nom du Chahid Boudia Ali tombé au champ d'honneur le 22 mars 1959 dans la région de Mascara. La famille du Chahid a été honorée à l'occasion.

NIGER

L'Algérie condamne vigoureusement l'attaque terroriste au Niger et exprime son entière solidarité avec ce pays

L'Algérie a condamné vigoureusement l'attaque terroriste ayant ciblé des civils au Sud du Niger, exprimant son entière solidarité avec ce pays, peuple et Gouvernement, a indiqué lundi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"L'Algérie condamne vigoureusement l'attaque terroriste qui a ciblé des civils dans la région de Koure au sud de la République de

Niger, et exprime son entière solidarité avec le Gouvernement et le peuple nigériens et ses sincères condoléances aux familles des victimes de cet acte abject", a précisé le communiqué.

"L'Algérie réitére sa ferme détermination à lutter contre le terrorisme et à soutenir les efforts internationaux et régionaux visant l'éradication de ce fléau", a ajouté le MAE.

ANP

Promotions d'officiers de l'ESDAT de Reghaïa

Le Commandant des forces de défense aérienne du territoire, le Général-major Amar Amrani, a présidé lundi la cérémonie de sortie de promotions d'officiers stagiaires de l'Ecole supérieure de défense aérienne du territoire (ESDAT) "Ali Chabati" de Reghaïa (Alger). Les promotions sortantes sont composées de la 28^e promotion des officiers de Commandements et d'Etat-Major, la 44^e promotion des Cours de Perfectionnement Officiers, la 4^e promotion Master, la 11^e promotion des Officiers de Carrière en formation d'Application, 37^e promotion des Elèves Officiers de Carrière, 19 promotion des Elèves de la Navigation Aérienne de l'Etablissement national de la navigation aérienne (Enna) relevant du ministère des Transports. Après inspection des différentes formations par le Général-major Amar Amrani, le Commandant de l'Ecole, le Général-major Benbaatouche Lotfi a prononcé une allocution dans laquelle il a évoqué les grands axes de la formation et les connaissances scientifiques et militaires dispensées par des formateurs qualifiés et des enseignants compétents. Une formation qui permettra aux officiers sortants de s'acquitter avec professionnalisme des missions qui leurs sont dévolues, les exhortant à "ne ménager aucun effort pour la défense de la dignité de la Patrie et la protection de son espace aérien et son intégrité territoriale". Après prestation de serment par les promotions sortantes, et la remise de grades et de diplômes aux lauréats, le Commandant des forces de défense aérienne du territoire, le Général-major Amar Amrani a donné son approbation pour baptiser les promotions sortantes du nom du Chahid Abdaoui Belkacem. La cérémonie s'est poursuivie par une parade exécutée par les différentes promotions sortantes. En marge de cette cérémonie, des portes ouvertes ont été organisées pour présenter

les différents projets des étudiants, ainsi qu'une exposition de livres scientifiques et technologiques. A la fin de la cérémonie, la famille du Chahid Abdaoui Belkacem Belkacem a été honorée par le Commandant des Forces de défense aérienne du territoire, en compagnie du Commandant de l'école et nombre de cadres, avant de procéder à la signature du Registre d'or de l'Ecole. Né le 4 septembre 1932 à Taouizianet (Khenchela), le Chahid Abdaoui a grandi au sein de sa famille révolutionnaire dans la localité El Fedj, pas loin de la citadelle de Boulaghmane. Parti en France à la recherche d'un travail avant le début de la Guerre de libération nationale, le Chahid Abdaoui Belkacem était revenu à la fin de l'année 1955 pour rejoindre les rangs des Moudjahidines au côté de son frère M'Barek, son gendre le sergent Belkacem Ben Ferredj et les frères Chebbati. En 1959 tous les membres de sa famille le rejoignent au siège du Commandement de la wilaya I historique dans la région de la forêt de Beni-Amroul. Ses compétences et aptitudes physiques et psychologiques lui ont valu d'être sélectionné pour faire partie du Commandement dirigé par Larbi Ouennoughi pour exécuter des opérations de qualité. Il avait participé avec son ami le moudjahid Omar Kouatou aux actions lancées dans le Nord constantinois en août 1955. Le Chahid Abdaoui Belkacem a à son actif plusieurs opérations de qualité (batailles et embuscades), notamment la bataille de Bir El Kabsia pour défendre le centre des frères Ghilani et libérer les femmes et les enfants. Il avait été choisi comme membre du Commandement pour effectuer des opérations de qualité contre les traites et les membres de la Main rouge au niveau de la ville Kais. Il est tombé au champ d'honneur au douar Boukhecha à proximité de la ville de Kais au lieu-dit Tiferdhassine au printemps 1961.